LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

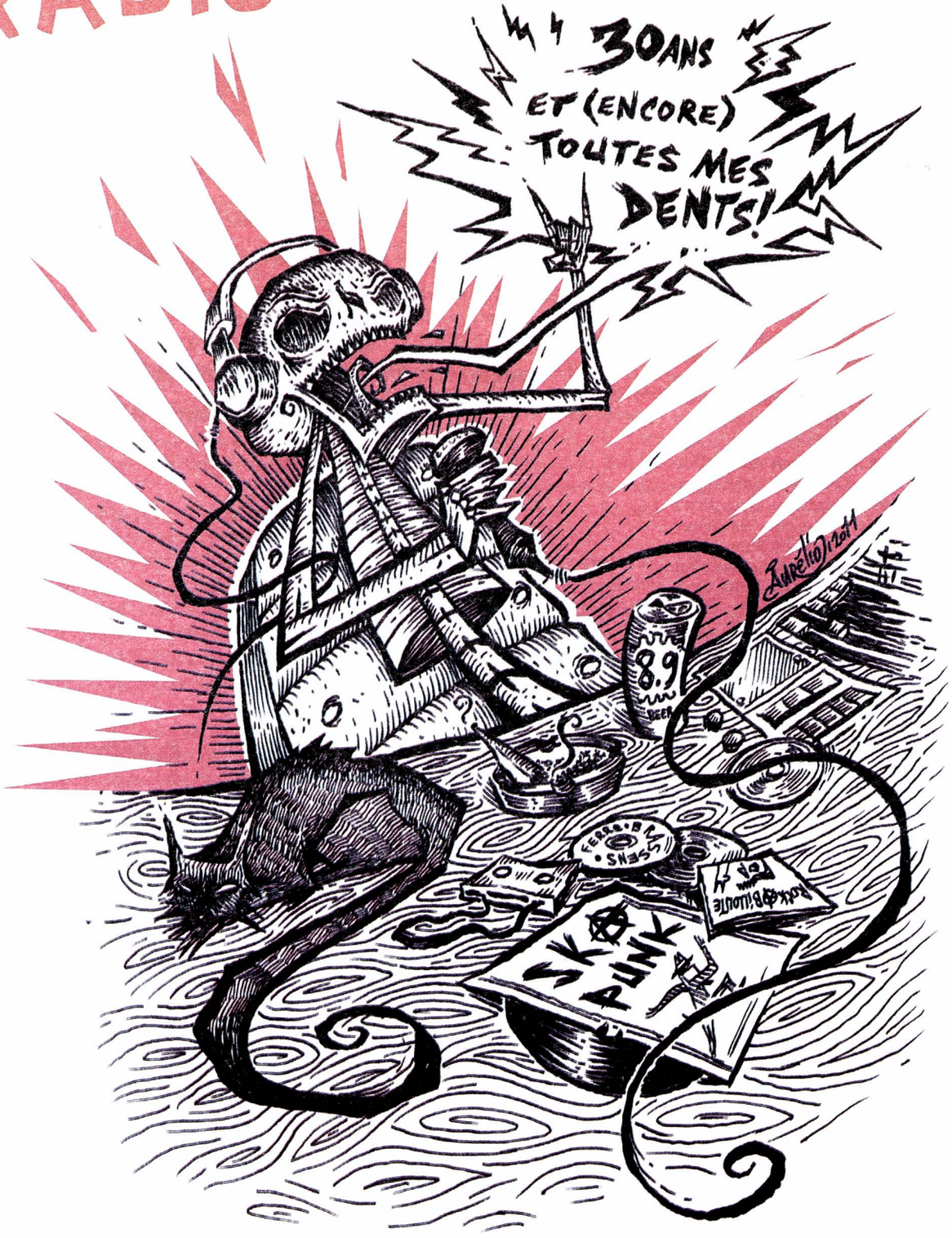
www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1647

du 20 au 26 octobre 2011

30 ANS DE RADIO LIBERTAIRE !



M 02137 - 1647 - F: 2,50 €

Editorial

Une fois n'est pas coutume. Nous citerons la une de vendredi dernier du « quotidien sans faucille ni marteau » : « Primaire PS : cherchez la différence ». À l'heure où vous aurez ce *Monde libertaire* entre les mains, le monde entier (*sic*) saura qui aura été choisi pour porter l'estocade du socialisme parlementaire dans le flanc de la droite au pouvoir. Vous aurez peut-être remarqué qu'aucun des candidats socialistes n'a causé du monde du travail, du syndicalisme. Françaises-Français, citoyennes-citoyens, mais rien sur celles et ceux qui vivent/survivent de leur virement bancaire de fin de mois. C'est, en ombres chinoises, toujours le même refrain : on est toutes et tous sur le même bateau. Celui-ci se nomme France et il faut le décrasser de l'influence néfaste du locataire actuel de l'Élysée et de ses sbires. Soit, mais cela suffira-t-il pour faire la rue Michel ? Au point de vue des partis politiques qui se réclament du socialisme passant par la voie électorale peut-être… Sûrement pas du côté des anarchistes et de celles et ceux que l'émancipation du monde du travail viendra de l'intérieur et non de guides inspirés. En fait, dans le « monde de gauche » on ne semble pas loin de penser que les Européens ont des conditions de travail satisfaisantes et qu'il faut plutôt se mobiliser pour le tiers-monde, pour des pays où les salaires sont de misère et les enfants exploités avant l'adolescence. Ainsi le quotidien hexagonal, cité au début a consacré la semaine dernière un dossier « Chine, quel avenir pour le mouvement ouvrier ? » Plein de questions, de constatations, mais… Allons-y en vrac : « *La vague de contestation sociale pousse les organisations syndicales à se transformer* », « *Comment définir aujourd'hui la classe ouvrière chinoise ?* ». Bon, on arrêtera là quoique… « *Les grèves chez le constructeur Honda sont le résultat d'un long processus* » à la fois enfoncent des portes ouvertes et réduisent à néant ce qui pouvait rester des « rêves » maoïstes. Rideau ? Il ya un peu plus de trente ans, la presse communiste française ne se penchait pas avec autant de sollicitude sur le problème du syndicalisme indépendant dans les pays de l'Est. L'enjeu principal était en Pologne avec Solidarnosc, mais il n'y avait pas qu'eux ! Pour revenir à notre cher Hexagone, matériel moderne et baisse de la publicité font miroiter plus d'un projet. Avant la fin de l'année *France-Soir* sera seulement sur internet, il sera le poisson pilote de toute la presse française. La presse militante, qu'elle soit d'extrême gauche ou libertaire, n'échappe pas au maelström. De quoi sera fait l'avenir, juste profits et réduction des coûts de production ? Sale temps pour la Sociale, comme dirait Sitting Bull !

Sommaire

Actualité

Impostures à tous les niveaux, par Fabrice, *page 3*

Quand la Tunisie faisait pousser des pommes, par Mohamed, *page 4*

Chronique néphrétique, *page 5*

Des brèves, un strip, *page 6*

Les secrets d'État d'Areva, par P. Schindler, *page 7*

Flicage en psychiatrie, par R. B., *page 8*

International

Squat madrilène Le Koala, par Le Koala, *page 11*

Radio libertaire fête ses trente ans

Vous connaissez Radio libertaire ?, par Odile, *page 12*

Chronologie, par Philippe, *page 14*

Entretien avec l'équipe de l'émission Lundi matin, *page 15*

Radio CNT-FAI et autres voix anarchistes, par G. Goutte, *page 16*

Kronstadt et les radios, par A. Skirda, *page 20*

Mouvement

Rencontres internationales de l'anarchisme, par FA, *page 21*

Radio et propagande, *page 22*

Agenda, *page 23*

Tarifs **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos	25 €
6 mois, 25 nos	50 €
1 an, 45 nos	75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos **95 €**

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Les imposteurs

Imposture : « *Action, procédé de quelqu'un qui cherche à tromper* » nous dit *Le Petit Larousse*. Cela décrit assez bien la situation sociale et politique en France comme ailleurs.

Dans un précédent article, je dénonçais l'arnaque absolue de la fameuse dette que les banquiers, les spéculateurs, les grands patrons et leurs bras armés les États, entendent faire payer au prix fort les salariés, les chômeurs, les jeunes.

Imposteurs ces escrocs qui, jouant au grand Monopoly mondial, veulent nous faire rembourser aujourd'hui la crise financière de leur système capitaliste.

Imposteurs ces soi-disant experts économiques et autres chieurs d'encre qui mettent sous le vocable de déficits tout et n'importe quoi (notamment les dépenses sociales) et veulent en plus, ces ordures, nous culpabiliser sur la prétendue dette que nous laisserions à nos enfants. Eux qui défendent un système qui tue, avilit, exploite les hommes et détruit la planète.

Imposteurs ces politiciens de droite comme de gauche qui trouvent irresponsables d'augmenter les salaires, les minima sociaux, les retraites pour ne pas « *creuser une dette déjà abyssale* », mais qui trouvent raisonnables par contre de trouver en une semaine – comme Fillon en 2008 – 96 milliards pour renflouer les banques ! Le même qui expliquait, peu de temps auparavant, qu'il était à la tête d'un État en faillite !

Imposteurs ceux qui nous expliquent que les primaires socialistes étaient un grand moment de démocratie « moderne » et que la question essentielle était effectivement de savoir qui d'Aubry ou de Hollande l'emporterait alors même que rien ne les distingue substantiellement, si ce n'est leur appétit du pouvoir et leurs ambitions personnelles.

Imposteurs ces pseudo-syndicalistes qui s'inquiétaient le 18 août dernier dans un communiqué commun (CFDT, CGT, FSU, UNSA, Solidaires) du sort de l'euro et de l'Union européenne, et se portaient candidats pour discuter avec Nicolas Sarkozy des meilleurs moyens de « *réduire les déficits publics et la dette* ». Un peu difficile dans ces conditions de mobiliser les foules le 11 octobre dernier, surtout quand la journée d'inaction s'inscrit dans un processus de journées saute-mouton dont l'inefficacité n'est plus à prouver. Sauf bien évidemment si l'objectif n'est pas de gagner mais d'épuiser et d'écœurer les militants sur le terrain social pour mieux les diriger ensuite vers les marécages électoraux.

Face à ces imposteurs et leur propagande quotidienne, il en reste pourtant un certain nombre à ne pas se résigner : les salariés, les fonctionnaires, les retraités, les étudiants grecs en manifestation par milliers le 5 octobre à Athènes (et qui subissent des coups d'une brutalité inouïe), la population de Mayotte qui se bat contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires, les salariés de la raffinerie de l'étang de Berre qui, au terme de dix jours de grève, ont remporté une première victoire en obtenant un sursis concernant la fermeture du site. Victoire aussi pour les employés du Crédit mutuel de Bretagne qui, après onze jours de grève, ont arraché une augmentation d'une centaine d'euros par mois. En grève encore des salariés de Pôle emploi qui n'en peuvent plus de leurs conditions de travail et des conséquences que cela entraîne pour les chômeurs. Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples.

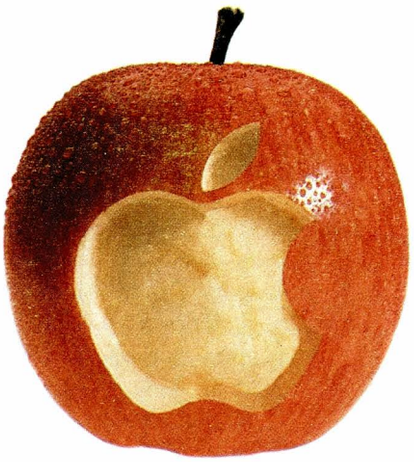
Et puis, sur un autre terrain, la lutte de classe s'exerce aussi dans les syndicats. À la CGT, bien évidemment, où nombre de militants n'acceptent pas la « CFDéTisation » de leur organisation. À Solidaires aussi où la signature, par la direction, du communiqué lamentable du 18 août ne passe pas, pas plus que les accords liberticides de Bercy signés en juin 2008. À FO, certes la direction a eu une position correcte à l'automne dernier en exigeant le retrait pur et simple du projet de loi sur les retraites (alors que l'intersyndicale pleurnichait pour une « autre réforme ») et en appelant à une grève « franche », voire à un blocage du pays (sans vraiment, cela dit, tenter de l'organiser). Certes, à cette rentrée FO a refusé de signer, à juste titre, le communiqué collaborationniste du 18 août et de s'engager dans la machine à perdre des journées d'action. Mais les militants « luttes de classe », qui refusent à la fois les dérives bureaucratiques de la direction et ses ambiguïtés (candidature à des présidences de caisse [illegible]r exemple) et certaines manœuvres poli[illegible]nes, ont ressenti l'impérieuse néce[illegible] de se rassembler et de mieux s'organiser autour d'un appel des « compagnons de Pelloutier ».

Pour conclure ce petit tour d'horizon de la situation sociale, citons l'exemple belge qui pourrait donner des idées à tous ceux qui veulent se battre. *Le Figaro* s'inquiétait récemment de l'exemple de nos voisins qui « *sans gouvernement affichent une croissance insolente* » ! Tout simplement, nous expliquait-on dans le même journal, parce que les ministres qui expédient les affaires courantes n'ont osé prendre aucune mesure d'austérité… L'imposture démasquée en quelque sorte.

Fabrice
Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Les pommes de Sidi Bouzid

Si Steve Jobs avait été tunisien



Un journal vespéral bien connu des marchés, j'ai nommé *Le Monde*, se fait l'écho dans son édition du 13 octobre[1] d'un texte intitulé « *Si Steve Jobs avait été napolitain* » publié sur Facebook, par un certain Antonio Menna, qui imagine ce qu'aurait pu être la vie d'un équivalent napolitain de Steve Jobs. Bien sûr, contrairement à ce qui est arrivé à son glorieux modèle, le Jobs du Vésuve, qui s'appelle Lavori, Stefano Lavori (Lavori comme travaux, traduction de Jobs, CQFD !) ira de déboire en déboire. Confronté à la police, à la mafia et à l'administration italienne (je vous laisse choisir laquelle des trois est la pire), le malheureux inventeur n'aura plus comme unique ressource que de s'employer comme gardien de parking. Il n'a pas eu la chance de naître et grandir au pays où, selon la fable mille fois ressassée, les opportunités savent s'offrir à ceux qui le veulent. Si tu veux réussir en pays capitaliste, quand tu pars de pas grand-chose, il faut te bagarrer encore plus si tu as la mauvaise idée de venir au monde au mauvais endroit : c'est je crois la morale de l'histoire postée sur Facebook. Quant à se révolter contre un système qui écrase les plus faibles en magnifiant les plus forts, il n'en est pas question dans cette fable. Je me suis réapproprié cette histoire, non en fait j'ai commis un plagiat (que j'assume contrairement à certains plumitifs…) et je me suis dit…

Si Steve Jobs avait été tunisien, il serait devenu sans-papiers. Et Steve Wozniak, son copain, s'il avait été tunisien, serait lui aussi devenu sans-papiers. Et voilà leur histoire, complètement inventée, quoique…

Le Steve Jobs tunisien s'appelle Saïd Choughol[2] (prononcer le gh comme un r roulé du Sud-Ouest), et son copain c'est Saïd Woudnek. Ils sont tous les deux diplômés en informatique, niveau maîtrise, mais ils sont au chômage, sans revenus. Dans un garage abandonné de Sidi Bouzid ils bricolent de vieux Atari bien pourris, venus en contrebande de Libye. Pour démarrer leur business, ils ont vendu la 404 plateau déglinguée du vieil oncle, à qui ils ont raconté qu'ils allaient ouvrir un salon de thé-chicha-kebab. Ils refourguent leurs vieilles bécanes trafiquées et qui marchent aussi bien que celles que leur clients ne pourront jamais acheter, aux gamins du quartier, qui s'échangent au souk des CD de jeux piratés (Super Mokhtar 4). Peu à peu leur commerce s'étend, on vient de tout le gouvernorat, et même d'au-delà pour acheter, à bon prix, les ordinateurs trafiqués par nos deux compères. Lesquels commencent à se faire un petit pactole, allez, deux mille dinars de chiffre d'affaires et ce dès la première année. De quoi offrir une grande tournée de Celtia, la bière tunisienne, à tous les copains du quartier, au grand dam des barbus ! Jusqu'au jour où le gouverneur leur envoie un de ses chargés de mission : le plan unifié et centralisé d'aide aux populations et de développement régional intégré (PUCAPDRI), financé par l'UE, l'ONU et la fondation Bill Gates, s'intéresse à leur micro-entreprise, exemple pour la jeunesse du pays. Ils doivent repeindre en mauve la devanture du garage car le mauve est la couleur du parti au pouvoir, le RCD, et reverser une part de leur bénéfice aux bonnes œuvres dudit parti. Et bien sûr ils doivent accrocher bien en évidence le portrait du président. Faute de quoi, finies les subventions. Quand les deux Saïd se sont exclamés, à l'unisson : « *Quelles subventions ?* », le flic qui accompagne le fonctionnaire a levé bien haut sa matraque… Du coup, Leila Trabelsi, l'épouse du président, a eu vent de la success story, et elle leur propose un marché, dans le cadre du PUCAPDRI, qui comme chacun sait est financé par l'UE, l'ONU et la fondation Bill Gates : tout pour elle et que dalle pour eux, une affaire ! Comme ils se sont rebellés, qu'ils ont eu l'affront de refuser cette offre si généreuse, Belhassen, le frère de Leïla, a déboulé avec son Hummer et a défoncé le garage. Ayant tout perdu, ils ont rejoint illégalement Lampedusa sur un rafiot, avec cinquante autres pauvres types aussi malins qu'eux. Et les voilà maintenant sans papiers, à Naples, où ils gardent des voitures dans un garage contrôlé par la Camorra… Les pommes, elles poussent pas à Sidi Bouzid.

Mais c'est pas fini ! À Naples ils ont rencontré un tas de gens, dont des anarchistes, qui les ont soutenus et les ont aidés à avoir des papiers et à se débarrasser des mafieux. Ils ont lu, discuté et rêvé à un autre monde, une autre société plus juste et plus égalitaire. Aussi, quand ils ont appris ce qu'avait fait leur copain de classe Mohamed Bouazizi[3], et que les autres copains se mettaient à manifester, ils sont retournés à Sidi Bouzid, partager avec ceux du pays leurs espoirs et leurs révoltes.

La suite, vous la connaissez.

Mohamed
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. Merci à Tsinapah.
2. Travail…
3. Son immolation à Sidi Bouzid le 17 décembre 2010 a déclenché le « printemps arabe ».

Chronique néphrétique

Pouvons-nous, voulons-nous jouer un rôle politique dans la période actuelle ? Quelles formes efficaces notre travail militant doit-il adopter ? « Efficaces » implique que nous obtenions des résultats probants, en nombre de militants, ou un réel impact politique. Ce n'est pas forcément la même chose. Car une organisation, un groupe peut multiplier ses partisans sans influencer pour autant la société… L'inverse est possible : le développement des forces militantes est réduit, mais les idées sont reprises… hors du cercle initial, parce qu'elles sont en phase avec les enjeux du moment. Parce que ces idées apparaissent disponibles, accessibles, de bon sens. Elles deviennent utiles, nécessaires à des individus puis à des masses qui n'ont pas connaissance de leur origine. C'est sans doute ce que nous devrions tenter de réaliser dans la période à venir.

Notre spécificité, c'est l'analyse critique des pouvoirs.

« Qui a pris cette décision ? Comment ? Pourquoi, pour quels intérêts ? » Ces questions sont récurrentes aujourd'hui en macroéconomie, au boulot, dans les syndicats, et nous concernent tous et toutes, du collectif à l'intime. Ces questions, les anarchistes doivent les poser. Sans relâche, continuellement. Elles sont la première étape d'une prise de conscience. Elles dévoilent les rouages économiques de nos si belles « démocraties ». Que l'on pense au Médiator, aux lobbys, aux parlementaires séduits et achetés… Représentants du peuple ?

Ces questions, lorsqu'elles deviennent un réflexe politique, permettent aussi de se diriger dans les périodes mouvementées, lorsque des hommes ou femmes providentiels se présentent, pas seulement aux suffrages mais aussi à la tête des mouvements sociaux, des luttes, pour mieux les détourner.

J'écrivais la semaine dernière que nos réponses peuvent venir après, pas d'emblée. Car souvent, ce sont elles qui empêchent d'accéder au raisonnement, par effet repoussoir, parce qu'elles semblent « utopiques ». Nous voulons l'autogestion ? Avant cela il faut bien qu'en nombres des gens se persuadent que les institutions actuelles, l'État, les choix économiques ne sont pas faits pour servir leurs intérêts. Si c'était évident, tout le monde en serait convaincu. S'il faut convaincre encore, c'est que le raisonnement est à faire ! Et nous devons l'accompagner ce raisonnement, par étapes, en nous appuyant sur les faits, l'actualité, les scandales qui pleuvent, qui suscitent de l'indignation. Mais l'indignation ne suffit pas, c'est de la révolte qu'il faut ! La révolte naît de la prise de conscience que les dés sont pipés, que les règles de la représentation politique sont mensongères, que les vies d'une majorité servent les intérêts d'une minorité. Et la révolte ne suffira pas, il faudra alors la volonté de s'emparer de la réalité, de la modifier, de bouleverser l'ordre actuel, de créer autre chose, de devenir responsable de sa vie. À ce stade de l'évolution des consciences, l'autogestion sera une évidence.

Pour accompagner ces étapes, il faut exister sur la scène politique, être visibles, lisibles, audibles. Nous avons des moyens à notre disposition : journal, sites, radio, éditions, affiches.

Mais ces moyens remplissent-ils leur fonction ? Qui touchons-nous ? Qui influençons-nous ? Les convaincus ? Tenterons-nous d'entrer en contact avec les 60 millions d'autres qui n'ont qu'une fausse et piètre idée de qui nous sommes ?

Pas besoin ici de proclamer notre anarchie, ce n'est pas notre étiquette qui compte, brandie comme une profession de foi, une frime narcissique ou une provocation adolescente. Pas besoin de l'afficher tels trophées ou médailles, l'important c'est de la faire vivre aux autres, et qu'ils l'appellent comme ils veulent ! L'important est qu'ils y prennent goût, ne puissent plus s'en passer tellement cela semblera évident que c'est ainsi qu'il faut fonctionner.

Dans les périodes de recul politique, lorsque l'audience est réduite, les organisations révolutionnaires ont tendance à se replier sur elles-mêmes. Pour sauver les bagages, les acquis idéologiques, pour conserver le capital de savoirs et d'expériences, on brandit le drapeau hors du courant pour éviter la noyade. Mais de la rive, on ne voit que le drapeau qui recule, et c'est risible.

Ces réflexes conservateurs ne doivent pas perdurer lorsque la période change, il s'agit désormais de dépasser notre sphère d'influence restreinte. Méfions-nous de nous-mêmes. De nos habitudes, de nos tics, de nos sempiternelles formules, de notre imagerie, de notre folklore, de notre vocabulaire, de nos slogans qui ne touchent personne. Si l'objectif est d'influencer le plus largement possible, il y a nécessité de réfléchir au contenu et à la forme de ce que nous transmettons pour s'assurer un réel impact.

Rodkol

Brèves de combat

Boomerang

George W. Bush pourrait devoir envisager de ne plus quitter le sol américain car Amnesty International a demandé aux autorités canadiennes d'arrêter et de poursuivre en justice l'ancien président américain, lors de sa visite, l'accusant de « crimes » et notamment de « torture ».

Un espoir pour Mumia Abu Jamal ?

La Cour suprême des États-Unis a décidé de ne donner aucune suite au recours du procureur de Philadelphie demandant l'annulation de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale. Pour mémoire, cette dernière avait suspendu provisoirement la sentence de mort dans l'attente d'un nouveau procès qui exclurait toutefois de revenir sur le fond de l'affaire. La Cour d'appel avait en effet relevé que certaines conditions dans lesquelles s'était déroulé le procès de 1982 n'étaient pas conformes au droit constitutionnel. Cette décision de la plus haute juridiction américaine semble être plutôt une bonne nouvelle…

Manif (unitaire ?) à Rennes

Cinq cent personnes sont parties en manif derrière le camion de Solidaires, appuyés par la CNT 35 et le SLB. À noter que la CGT avait déployé son SO pour empêcher leurs syndiqués de rejoindre la manif, allant même jusqu'à confisquer les drapeaux ou rechercher les syndicalistes dans le cortège SUD ! C'est beau l'autodétermination militante de certains syndicats !

Précaires et chômeurs dans la rue

Près d'un millier de personnes ont défilé en musique contre le chômage et la précarité, pour la neuvième année consécutive, à l'appel du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), l'Appel et la Pioche, Génération précaire, Actuchômage, et le Collectif du Pissenlit. Ils ont dénoncé la stigmatisation des chômeurs et précaires.

On n'a plus l'habitude !

Au dixième jour d'un conflit dur, la direction du Crédit mutuel-Arkéa a accordé des augmentations salariales, comme les grévistes l'exigeaient… Tiens, tiens, les syndicats redécouvrent les vieilles recettes ?

Trois syndiquées lyonnaises ratonnées

À l'appel de l'intersyndicale SUD CGT CFDT FO ET CNT, 3 000 personnes se sont mobilisées devant le Centre des Congrès à Lyon, lieu du Congrès de la FEHAP, pour s'opposer à la casse de leur Convention collective 51 (secteur sanitaire et social), récemment dénoncée par cet organisme patronal. C'est lors du premier gazage par les nombreux CRS, et autres flics, eux aussi sur place, que trois syndicalistes (dont une déléguée Syndicale CGT d'une clinique de Saint-Étienne), lors d'un mouvement de foule, se sont retrouvées à plusieurs mètres sous terre, après qu'une grille au sol ait cédé. Deux d'entre elles sont gravement blessée, l'autre est restée de nombreuses heures entre la vie et la mort.

Nuit des sans logis

Après une marche qui a rassemblé plus de cinq cent personnes, accompagnées par des fanfares, une centaine de sans logis et solidaires s'est installée Fontaine des Innocents, place Saint-Michel à Paris, malgré une présence policière considérable. À Rennes et Angers, des initiatives du même genre ont eu lieu, tandis que dans d'autres villes, des mobilisations se préparent.

Malades en danger

Non seulement la loi réduit la protection des étrangers gravement malades, mais en plus, elle n'est suivie d'aucun texte d'application sur le plan médical, laissant la vie de milliers de personnes dans le flou et l'arbitraire. Tandis que la droite s'est engagée à ne pas expulser des étrangers touchés par le VIH : il n'en est rien : depuis le début septembre, des personnes étrangères et séropositives commencent à se voir demander de quitter le territoire au risque de leur vie. Pour sa part, Médecins du monde pointe dans on rapport annuel « un décrochage très net sur le plan sanitaire, qui se caractérise par une augmentation du nombre des consultations médicales, et parmi elles une hausse de la proportion de publics fragiles, comme les femmes enceintes et les mineurs. »

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

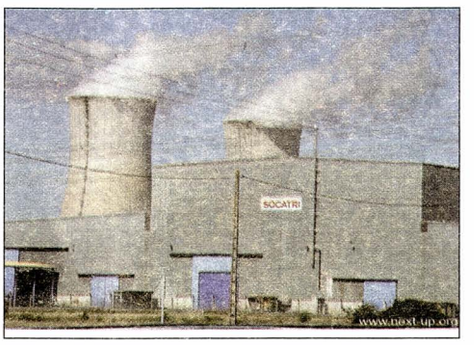
KROKAGA

Areva et les secrets d'État

L'Agence Reuters rapporte que, dans un pré-rapport présenté devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale (AN), le député (PS) Marc Goua a estimé que les mines d'uranium et les surcoûts de l'EPR finlandais pouvaient encore réserver des surprises… En effet, à la veille de l'audition du nouveau patron d'Areva, Luc Oursel, par la commission des affaires économiques de l'AN, c'est au tour de la commission des finances de s'interroger sur les comptes du groupe nucléaire et d'EDF.

Marc Goua s'est étonné dans les colonnes de *La Tribune*, de n'avoir pu consulter les données détenues par l'Agence des participations de l'État (APE, qui gère les 87 % d'Areva possédés par l'État) seulement la semaine dernière, soit plus de trois mois après sa demande ! Depuis, le groupe dévoile peu à peu des informations en ce sens, multipliant les avertissements – toujours très vagues… – sur l'estimation de ses réserves.

Continuant son investigation, Marc Goua a confirmé à la presse économique que l'acquisition de trois mines de la société Uramin en Afrique, pour 2,5 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) en 2007, s'était révélée « chère » (!), surtout pour des gisements qui, quatre ans après, ne produisent rien, ou



presque… Le député n'épargne pas la responsabilité de la tutelle d'Areva en soulignant que cette opération a été approuvée par l'APE entre le 7 et le 24 mai 2007, au lendemain de la présidentielle, en pleine passation de pouvoir entre Thierry Breton et Jean-Louis Borloo, qui n'est resté à Bercy que quelques semaines… Il y a fort à parier que le député PS va encore passer un sacré bout de temps à chercher à qui a profité le crime !

À propos de l'EPR finlandais, Marc Goua en rajoute une couche en déclarant toujours à *La Tribune* : « *Je ne suis pas sûr que l'on en ait fini avec les surcoûts de l'EPR.* » Et de s'interroger, comme nous, sur la nature et les conséquences des garanties offertes par Areva à son client finlandais sur le futur fonctionnement de l'EPR… Il faut savoir que le groupe nucléaire a déjà provisionné 2,6 milliards d'euros pour faire face aux pertes liées à ce réacteur, facturé 3 milliards d'euros ! Encore plus courageux, ce député a déclaré n'en « *être qu'aux balbutiements* » et vouloir scruter de plus près les comptes d'EDF, qui le renvoie pour toute information sur son site Internet… Il est vrai que Marc Goua a averti vouloir regarder de plus près l'achat de British Energy par EDF en 2008, pour 13,5 milliards d'euros, mais beaucoup plus ennuyeux d'étudier les provisions prétendument faites pour le démantèlement des centrales, mais jugées « extrêmement faibles » et enfin de passer au peigne fin l'accord intervenu cet été entre Areva et EDF…

S'il continue, ce petit député zélé, il ne va pas tarder à finir bétonné dans la colonne d'une centrale nucléaire, on connaît les méthodes des lobbyistes lorsqu'ils souhaitent garder au chaud des neutrons leurs secrets d'alcôves et de profits ! Et pendant ce temps-là les transports de déchets radioactifs continuent à sillonner joyeusement la planète ! Atom Kraft Nein Danke…

Patrick Schindler

Radio Libertaire 89,4 MHz fête ses 30 ans

le 29 et 30 octobre de 13 h à 22 h

Salle Olympe de Gouges • 15, rue Merlin 75011

M° Père Lachaise, Voltaire

Débats - Concerts - Restauration

rl.federation-anarchiste.org

Fichage en flichiatrie

R. B.

Un flicothérapeute vous accueille !

La volonté politique d'utiliser les nouvelles technologies et le fichage en particulier, dans un but normatif, sécuritaire et marchand, est limpide. Le but du jeu pour l'État est d'exclure toute forme de déviance ou de contestation et de renforcer la conformité comportementale à la norme socio-économique. Sans coup férir, nous entrons ainsi dans une société totalitaire de contrôle biopolitique et panoptique, de sélection eugénique : il s'agit non seulement d'écarter les mauvais éléments improductifs, mais de ficher chacun d'entre nous, pour dissuader toute défaillance, conditionner l'amélioration des performances individuelles, conformément aux valeurs supérieures du profit et de la concurrence.

Si on y regarde de près, c 'est en fait toute la population qui tend à être fichée (éducatif, administratif[1], social, policier...) quand elle ne se fiche pas elle-même via des réseaux sociaux ou des puces électroniques...

Du coup, la médecine et la psychiatrie en particuliers, sont aussi concernées par cette vague de fichage qui tente de recouvrir totalitairement nos vies.

En ce qui concerne le fichage en médecine, ce dernier s'aggrave en opposition directe avec la déontologie (secret médical et indépendance, médecin au service du malade) du corps médical.

Chaque médecin est répertorié dans le Répertoire partagé des professions de santé (RPPS), pour une meilleure « traçabilité » et sécurité de l'offre de soins.

La lutte contre la fraude aux indemnités journalières, particulièrement évocatrice de l'idéologie sous-jacente au fichage, s'accentue. En effet, si les arrêts de travail augmentent, ce n'est pas parce que le monde du travail néolibéral devient de plus en plus précarisant, stressant voire suicidogène, mais c'est parce que le laisser-aller individuel augmente avec la complaisance des médecins... Pour y mettre bon ordre, on a désormais recours au contrôle patronal des arrêts de travail, à leur télétransmission à la caisse primaire d'assurance-maladie, au fichage et aux sanctions (uniquement financières pour l'instant) pour les trop gros prescripteurs.

Les attaques sont également de plus en plus systématiques contre le secret médical. Par exemple, les données concernant la santé d'une personne sont transmises dans son fichier du RSA.

En psychiatrie, la diffusion informatique nationale des avis de recherche des « fugueurs » et le contrôle renforcé des sorties des patients hospitalisés sous contrainte et du suivi des patients faisant l'objet d'une condamnation pour infraction à caractère sexuel sont devenus la règle. De plus, la réforme de la loi de 1990 (dite loi du 5 juillet 2011, qui a été définitivement adoptée cet été) va élargir le champ des soins sous contrainte administrative, à l'hôpital et jusqu'à l'intérieur du domicile, avec fichage des antécédents psychiatriques.

Enfin, le lancement officiel du Dossier médical personnel (DMP) qui est pour le moment facultatif, serait en quelque sorte l'aboutissement de toutes ces dérives. Pour ses promoteurs, il répondrait à une évolution inéluctable permettant des opportunités industrielles créatrices de valeur. Cette usine à gaz est typique de la fuite en avant techno-économique du complexe médico-industriel.

L'informatisation en psychiatrie

La psychiatrie est le domaine par excellence où s'exerce ce traitement symbolique de la défaillance et de la déviance, que la métaphore neuro-scientiste prétend inscrire jusque dans nos gènes, rassurant la masse des normopathes sur sa bonne santé mentale, par la mise à l'écart du fou désigné comme dangereux. Bien naïf qui penserait que ce domaine puisse dès lors échapper à l'intention d'étendre le réseau du contrôle policier à l'intérieur même du cerveau de chacun d'entre nous ! En psychiatrie, en effet, le fichage des patients et des

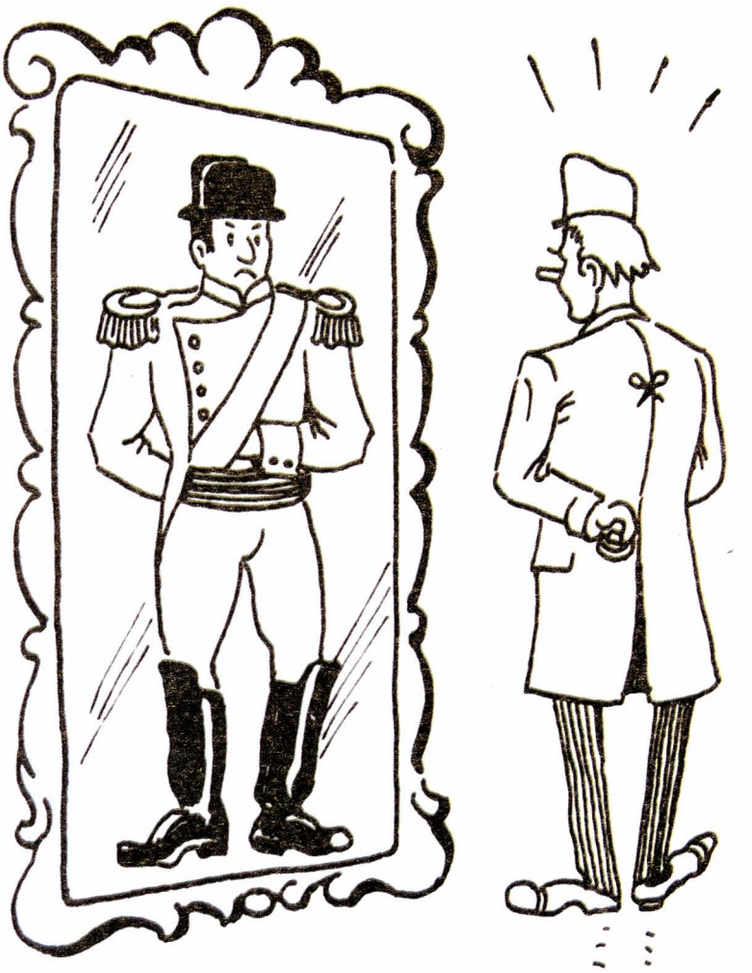
soignants progresse rapidement. Et la complexité technique de «l'outil» informatique s'accommode mal des droits et des résistances que tout un chacun devrait manifester. Voici donc une tentative de clarification en commençant par distinguer principalement deux aspects :

1)**Le Recueil d'informations médicalisées en psychiatrie (RIMP)** obligatoire depuis le 1er janvier 2007 (arrêté du 29 juin 2006) : «*Afin de procéder à l'analyse médico-économique de l'activité de soins*», vingt-sept données sont renseignées, dont le diagnostic et les conditions d'hospitalisation sous contrainte (isolement, mode légal). Ces données constituent un vaste fichier nominatif. Elles sont conservées au Service d'information médicale (SIM) et transmises tous les trois mois à une agence ministérielle, alors anonymisées. Le médecin responsable du SIM est le garant de la confidentialité et de l'anonymat des données qu'il recueille, conserve et transmet. Le RIMP est censé permettre une tarification à l'activité, principale composante de la Valorisation de l'activité en psychiatrie (VAP), dont la mise en place est sans cesse retardée (par exemple une conversation téléphonique de tant de minutes sera cotée et rapportera tant d'euros pour le pôle).

Mais le RIMP sert déjà – déloyalement puisque ce n'est pas sa finalité clairement déterminée (article 6 de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978) – à dresser une comptabilité des actes effectués dans chaque établissement psychiatrique : les pôles, les unités, voire chaque membre du personnel, sont ainsi comparés et mis en concurrence, puisque leurs compétences et leurs moyens pourront être confortés ou pénalisés en fonction de leur activité quantifiée. En réalité, une telle comptabilité informatique, d'apparence utilitaire et juste, est totalement inadéquate à traduire la complexité des activités de soins, notamment ambulatoires : la prévention, par définition, ne rentre pas dans les cases.

Une disposition récente, totalement illégale au regard de la loi sus-citée (articles 25 et 27), confirme par ailleurs que le RIMP a vocation à servir une politique de contrôle social : l'État veut y recourir pour mener des enquêtes sur les populations prises en charge, et plus particulièrement sur les «caractéristiques sociales du patient susceptibles d'influer sur son traitement».

2) **Le Dossier patient informatisé (DPI)**, qui comprend une «fiche patient» superposable aux données du RIMP (en pratique, en effet, celles-ci sont extraites du DPI : malgré leur finalité différente, DPI et RIMP peuvent utiliser le même logiciel et ne sont donc pas strictement distincts !), à laquelle s'ajoute le dossier médical personnel (observations des soignants, courriers médicaux, résultats d'analyses biologiques, traitements médicamenteux, etc.). Les informations constituant ce DPI ne doivent être transmissibles qu'aux personnes susceptibles de prendre en charge



le patient, et renseignées par elles : chaque soignant a son code confidentiel, et théoriquement n'a le droit d'accéder qu'aux dossiers des patients dont il s'occupe. Lui seul en effet, par le bon usage qu'il en fait, peut garantir la confidentialité des données dont il prend connaissance, qu'il enregistre et dont il est responsable. La finalité affichée du DPI est de favoriser la disponibilité des informations et la «traçabilité» exigée par la Haute Autorité de santé (HAS) pour améliorer la sécurité des soins en diminuant le risque d'erreurs.

Le fichage en psychiatrie...

...est donc une réalité, ainsi que le risque de trahir la confidentialité des données personnelles concernant chaque patient : rien n'interdit en effet techniquement un accès abusif aux données du DPI ou du RIMP, leur transmission à un tiers ou leur interconnexion avec d'autres fichiers, par exemple policiers ou financiers. Les seules barrières sont réglementaires (décret de confidentialité du 15 mai 2007 fixant un «niveau de sécurité» à la conservation et à la transmission des informations), déontologiques (secret professionnel et médical, responsabilité du médecin SIM) et légales («*Chaque personne a droit au respect de sa vie privée*» : article 9 du Code civil). D'ailleurs, le SIM confirme localement la possibilité de commettre des «erreurs d'accès», en édictant une procédure à mettre en œuvre en cas d'ouverture «involontaire» d'un DPI.

Ainsi, l'informatisation des données personnelles avance au pas de charge en psychiatrie. Le «déploiement» de l'informatique est présenté systématiquement par l'administration, à longueur d'écrits et de réunions (SIM, direction de l'établissement, HAS...), comme une évidence technique, une modernisation incontournable, permettant optimisation et sécurisation de l'échange des informations. En définitive, l'informatisation des données personnelles en psychiatrie vise à assurer une gestion concurrentielle optimale des troubles et des budgets. Il s'agit surtout, comme dans l'Éducation nationale et le travail social, d'habituer les individus, patients comme soignants, à l'évidence normative du fichage, de dresser les consciences et de resserrer les rangs derrière la bannière de la discipline...

Informatisation et désinformation,

Comment s'opposer au fichage en psychiatrie ?

Alors que l'on a affaire à une justice bourgeoise qui dicte et applique les lois pour conserver les intérêts de quelques-uns, on remarque que le fichage, pressé d'étouffer la population entière, outrepasse le cadre législatif. Face à l'Informatisation des données personnelles suivie en psychiatrie (IDPP), que ce

soit en hospitalisation ou en consultation, outre le fait que cela soit intolérable, on doit se demander si la confidentialité des données est garantie, autrement dit si la vie privée du malade est respectée. Et si ce n'est pas le cas, comment peut-on s'opposer à cette informatisation ? Voici les principaux éléments de réponse :

1) **La confidentialité de l'IDPP n'est pas garantie :**

– dans l'établissement local, des « erreurs d'accès » au DPI sont reconnues comme possibles par le SIM, et les contrôles effectués sur les dossiers pour vérifier de telles erreurs ont un caractère aléatoire et ponctuel ;

– le Comité consultatif national d'éthique affirme le risque d'atteinte aux libertés individuelles, les dangers d'interconnexion et de subtilisation des données médicales informatisées ;

– le RIMP n'est pas non plus strictement confidentiel : le fichier conservé au SIM et transmis au ministère est nominatif, son anonymisation s'effectue a posteriori et non à la source ;

le RIMP est d'autant moins confidentiel que sa finalité médico-économique n'est pas garantie, puisqu'il sert à faire des enquêtes aussi bien pour la direction de l'établissement local (comptabilité comparative) que pour les services de l'État.

2) **Pour cette raison, l'anonymat peut et doit être demandé.**

Bien que cette disposition pourtant fondamentale pour la protection de la vie privée soit occultée déloyalement, le couvert de l'anonymat est prévu par la loi (arrêté du 29 juin 2006 et article R61113-1 CSP), et un simple courrier au directeur de l'établissement suffit.

L'établissement reconnaît d'ailleurs que l'anonymisation du DPI est une demande légitime au regard du respect de la vie privée, puisque le SIM établit la possibilité pour un patient, « en accord avec son médecin », de prendre un nom fictif, ou « alias ». L'usage de la « carte d'alias » doit cependant rester exceptionnel : familles du personnel, personnalités... Aucune information détaillée n'est donc apportée au patient, et il n'existe pas de réglementation connue : c'est une tolérance, laissée à la discrétion du médecin, et donc manifestement discriminatoire.

Mais cette anonymisation par alias ne vaut pas pour le RIMP ; le numéro d'identification permanent du patient reste enregistré et le « vrai » nom du patient est de toute façon inscrit sur la fiche patient du DPI, au SIM et au bureau des admissions (pour la facturation) : même partielle, il faut donc demander l'anonymisation non seulement pour le DPI (carte d'alias), mais aussi pour le RIMP, et pour l'analyse de l'activité médicale au sein de l'établissement.

3) **On a le droit de refuser l'IDPP.**

La loi du 4 mars 2002 énonce qu'« aucun acte médical ni aucun traitement ne peuvent être pratiqués sans le consentement libre et éclairé de la personne ». En pratique, ce consentement n'est jamais demandé expressément en psychiatrie.

Plus précisément, dans le domaine du « traitement » médico-informatique : « *Il est interdit de collecter ou de traiter des données à caractère personnel (relatives à la santé, sauf pour les traitements pour lesquels la personne concernée a donné son consentement exprès)* » (Loi du 6 janvier 1978).

Ce consentement exprès doit donc être particulièrement exigible quand il concerne les données directement « relatives à la santé », les plus attentatoires à la vie privée, et par ailleurs soumises au secret médical, à savoir le diagnostic médical et les modalités de l'hospitalisation (même si celle-ci s'est effectuée sans consentement).

Mais il apparaît finalement fondé (cf. 1er alinéa) que le patient doive donner son consentement exprès à l'informatisation psychiatrique de toutes ses données personnelles, aussi bien celles destinées au RIMP qu'à son DPI, et ce d'autant plus que l'anonymisation et la finalité de cette informatisation sont loin d'être garanties, comme on l'a montré.

Tout se passe donc discrètement. Insidieusement, dans notre dos, à l'abri des regards, il se met en place ce que toute dictature a souhaité : avoir accès à toutes les informations d'un individu. De notre patrimoine génétique à notre santé actuelle, en passant par notre cursus scolaire et nos démarches commerciales et sociales, nos vies entières, en quelques clics, se retrouvent à disposition de l'État.

Et même si certaines dispositions ne sont pas encore actées, d'autres le sont réellement. C'est pourquoi, plus que jamais auparavant, il est temps de sortir la tête de l'eau. Les moyens de s'opposer présentés dans cet article sont bien sûr insuffisants parce qu'individuels et citoyennistes. Mais, comme pour les luttes anticarcérales, la machine est tellement gigantesque qu'il faut aussi en passer par là pour la faire dérailler. Et cela, dans le même temps, peut tout à fait s'ajuster au fait de s'organiser pour la faire exploser...

R. B.

1. Le 7 juillet 2011, onze députés (!) ont voté la proposition de loi relative à la carte nationale d'identité sécurisée qui contiendra deux puces RFID (Radio Frequency Identification) permettant de contrôler à distance l'état civil (dont empreintes digitales de huit doigts et, peut-être, à terme, reconnaissance faciale) et la signature électronique dédiée aux achats et aux actes administratifs.

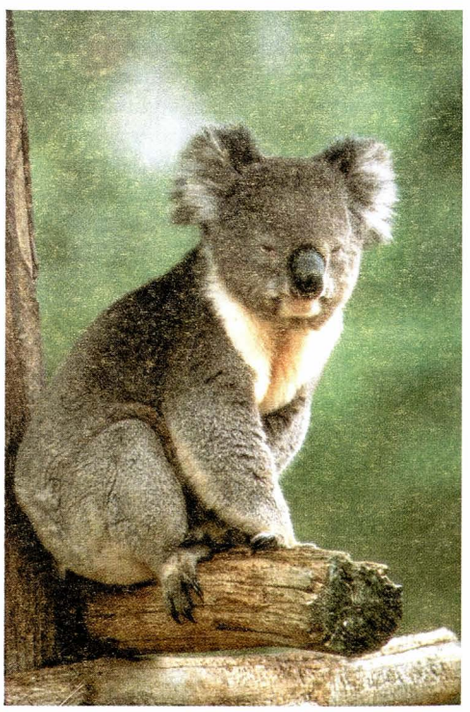
Madrid

Le squat Le Koala

Un nouveau centre social anarchiste s'est ouvert le 1er octobre à Madrid : le Komplexe okkupé autogéré anarchiste labyrinthe (Koala). Le jour de l'inauguration fut marqué par la présentation des groupes impliqués dans le projet, des différents ateliers, cuisine végétarienne, concert acoustique, etc. La révolution étant quelque chose de sérieux mais de pas triste, on peut trouver sur leur blog aussi bien les dates de rendez-vous pour des débats ou des actions militantes, que des conseils ou des recettes de cuisine végétarienne pour ceux que ça intéresse : croquettes de légumes, truffes de chocolat, etc.

Leur démarche s'inscrit dans un ensemble de réappropriations de locaux ou immeubles intervenant dans de nombreuses villes d'Espagne et où les anarchistes sont la plupart du temps investis.

Pour présenter cette expérience le mieux est encore de vous traduire le communiqué public qu'ils ont publié.



Communiqué public

Le Koala a été investi dans le quartier d'Adelfas, district central du Retiro, grâce à un acte de réappropriation de l'espace urbain madrilène, aujourd'hui livré à la spéculation de quelques individus accapareurs dénués de scrupules, qui préfèrent laisser des milliers de mètres carrés vides avant de se décider à leur attribuer un usage.

Dans le cas présent, l'édifice choisi est l'ancienne usine de la multinationale française L'Oréal, qui l'abandonna peu à peu au cours de ces dernières années, après avoir licencié une grande partie de ses salariés en lutte. Cette multinationale est, on le sait, tristement connue pour son exploitation de la population et le pillage des matières premières du tiers-monde, pour son sexisme et sa discrimination sociale visible dans ses publicités, ainsi que pour l'assassinat de milliers d'animaux.

Nous procédons à cet acte d'occupation d'un édifice vide parce que nous pensons que la propriété privée est une méthode utilisée par l'État pour nous imposer des hypothèques, des loyers et des charges. De même nous pensons qu'un immeuble n'appartient pas à celui qui l'achète et le laisse à l'abandon, mais à celui qui l'utilise et l'anime. Nous sommes anarchistes parce que nous sommes persuadés que l'organisation étatique permet à quelques propriétaires d'opprimer les gens en les soumettant à leurs diktats, en leur arrachant – par accumulation de propriété et de pouvoir – leur capacité autonome à choisir leur vie. De même, nous rejetons toute mesure imposée par l'État dans ce domaine, qu'il s'agisse de logements à loyers modérés, loyers pour étudiants, ou autres aides sociales pour avoir un toit, tout cela ne faisant que perpétuer la misère de la population en la trompant, en la démobilisant et en essayant de cacher la racine du problème, à savoir l'État, la propriété privée et l'autorité exercée par quelques individus sur le plus grand nombre.

Nous invitons toute personne intéressée, spécialement dans le quartier, à visiter l'édifice, à participer aux discussions, débats, ateliers, cuisine, fêtes ainsi qu'à profiter de sa salle de sport et de toutes les activités de notre nouveau centre social.

Nous pensons de cette manière réaliser un bon travail, afin de créer, loin des buts mercantiles et autoritaires de l'État, un lieu de loisir alternatif pour le quartier, de favoriser son auto-organisation pour résoudre les problèmes concrets qui existent toujours dans chaque quartier et arrondissement, d'aider sa participation à de vrais débats conséquents qui ne trouvent pas place dans les médias officiels au service de l'ignorance et de la stupidité.

Assemblée du Koala

Traduction Ramón Pino

Pour toute question, interrogation ou suggestion, vous pouvez contacter le Koala en adressant un message à : anarkoala@riseup.net, en consultant son blog : anarkoala.wordpress.com
ou en participant à une de leurs activités publiques au 26, rue Adelfas, Madrid.

Radio libertaire, vous connaissez ?

L'article qui suit est tiré du numéro 7 du *Magazine libertaire*, paru en 1985 sous le titre *Histoire(s) de radio(s) libertaire(s)*. Certes daté, il permet néanmoins de rendre compte des préoccupations d'alors et des projets ambitionnés. Il constitue également un rappel historique intéressant sur les débuts endiablés de la plus rebelle des radios.

Odile

«Radio libertaire ? Oui je connais, c'est la radio des anarchistes. J'écoute pour les chansons…» (Une collègue de travail). «Les anarchistes ? C'est ceux qui font la radio sans dieu, sans maître et sans publicité… (Mon dentiste).

Ces propos parmi d'autres, venant d'interlocuteurs sans préoccupations anarchistes apparentes, ouvrent la porte aux questions que l'on peut se poser sur l'influence, au niveau premier, de Radio libertaire dans la société.

Aujourd'hui, rares sont les auditeurs, même occasionnels, de la bande FM qui ne connaissent pas, ne serait-ce que de nom Radio libertaire. La radio des anarchistes s'est donc faite une place dans l'espace médiatique et dans le public. À quoi cela tient-il ?

Il faut bien se rendre compte qu'en même temps qu'elle devait lutter pour son existence, pour obtenir une fréquence et résister aux appétits des convoiteurs de la bande, Radio libertaire s'est créée avec un ton, un style qui lui sont propres, avec des idées des thèmes, des émissions qui reflètent ses options fondamentales et sa conception de la société.

Ces deux caractéristiques ont lancé une dynamique autour de Radio libertaire et à laquelle participent certains milieux artistiques, culturels et scientifiques.

Sur ces bases il est possible d'analyser ce qui fait de Radio libertaire une radio écoutée et un outil essentiel pour la diffusion de nos idées.

Quelque chose à dire

Puisque c'est la justification première (à notre avis) d'un média tel que la radio (de tous les médias ?), examinons le contenu des émissions. Quelles émissions entend-on sur Radio libertaire ? Tout d'abord la radio permet de commenter à chaud l'actualité immédiate. C'est l'occasion de donner notre point de vue, de faire entendre nos analyses et, pour nous, d'adapter notre réflexion au présent de la société. C'est la fonction «journal» de la radio, avec cet immense avantage de pouvoir s'adresser à un public plus large que celui qui achète le Monde libertaire, mais aussi avec cet inconvénient de taille qui réside dans les possibilités d'accès à l'information dont peuvent disposer les militants et «présentateurs». La disponibilité de ceux-ci, les obstacles techniques et financiers évidents, expliquent que ce type de message soit encore insuffisamment développé. Mais il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, les auditeurs qui souhaitent une information qui ne soit pas à la solde d'un parti ou d'un groupe de pression (d'oppression ?) politico-économique, écoutent les commentaires de Radio libertaire. Il n'est pas question pour nous de fournir du «prêt à penser», mais bien de donner les éléments d'une réflexion sans contraintes et surtout de ne pas gober les tirades d'une presse sous influence.

Il y a aussi sur Radio libertaire des émissions à caractère de propagande : par exemple, la mémoire sociale, les émissions syndicales, féministes, antimilitaristes, anticléricales, celles de nos compagnons espagnols ou sud-américains dont les thèmes sont souvent sociaux ou militants, celles sur les prisons etc.

Ce type d'émission est, bien sûr, destiné à développer nos positions, à rappeler l'histoire du mouvement anarchiste, à préciser l'alternative sociale que nous souhaitons, à faire connaître les luttes de nos compagnons… Bref à servir à la formation et à l'information de tous ceux qui s'intéressent à l'anarchie ou à certains des thèmes qui nous mobilisent. Car Radio libertaire est une radio militante, elle a été créée pour contribuer à la propagande anarchiste. Elle est elle-même l'expression d'une lutte. Elle a été, elle est encore un pôle de résistance au rouleau compresseur du pouvoir qu'elle gêne et qui ne désire rien d'autre que bâillonner sa liberté, comme celle des individus et des groupes.

Nous avons des idées, des expériences, une culture à faire connaître. Nous avons à discuter, à débattre, à faire partager et comprendre. La radio nous offre, mieux qu'une publication, la possibilité d'engager le débat, de l'ouvrir auprès de ceux qui n'auraient peut-être pas fait l'effort de dénicher le Monde libertaire chez le marchand de journaux ou de venir à notre librairie pour des ouvrages spécialisés ou pour discuter directement.

Mais outre la connaissance théorique et sa diffusion, la radio est en elle-même un moyen de combat que redoutent d'ailleurs nos adversaires. On l'a bien vu lors des mutineries dans les prisons : Radio libertaire a aussitôt été soupçonnée par les autorités judiciaires et policières d'avoir fomenté la révolte, de l'avoir en quelque sorte «téléguidée». On nous a réclamé (en vain, faut-il le dire ?) les enregistrements des émissions sur les prisons où s'exprimait le syndicat des prisonniers.

Bien sûr l'intérêt évident de ce type d'émission est d'amener au militantisme. Mais ce n'est pas le seul objectif. Car outre le fait que ce désir est certainement irréaliste, il conduirait par ailleurs à privilégier le discours convaincu et racoleur que nous rejetons chez les marchands de soupe des partis de tous poils.

Ce qui nous importe c'est aussi de susciter l'intérêt et l'adhésion à certaines de nos idées, de faire douter les sympathisants des

thèses adverses, de provoquer des interrogations, des dissidences, des remises en cause.

L'autre aspect de Radio libertaire est son côté culturel (qui n'est pas idéologiquement neutre).

Dans le domaine artistique, littéraire, poétique, musical, philosophique, scientifique, on trouve des émissions telles que: Grand angle, Trisomie 21, Le Fou parle... qui ont un auditoire très large et très motivé. C'est que là on peut y entendre ce que l'on n'entend pas ailleurs. Une place a été faite à l'expression non officielle, souvent expérimentale et souvent aussi brimée par le mode de sélection des médias officiels qui décident de ce qu'il faut faire consommer. Passée à la moulinette du système, la culture officielle ressasse à longueur d'ondes, les mêmes rengaines, les mêmes clichés, les mêmes histoires à dormir en dansant.

Nous avons choisi quant à nous, de donner la parole – et le micro- à ceux qui inventent, qui refusent toute complaisance à la mode, au modèle imposé, qui recherchent, qui doutent, et qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer. Nous avons choisi de faire connaître des cultures qu'on dit «parallèles» (mais qui seraient bien plutôt «perpendiculaires»), des gens qui n'ont pas obtenu, ni voulu le label standard de la communication destinée à l'usage public. Ceci étant, nous n'avons rien diffusé d'incompatible avec nos positions et nos conceptions générales, mais on imagine mal des créateurs tels que nous les avons décrits, des chercheurs sans certitudes, qui défendraient des théories autoritaires, étatistes, cléricales... Il est clair tout de même, que, pour notre propre cohérence, nos adversaires ne soient pas présents sur notre radio.

Sous cette réserve, s'est développé à Radio libertaire, un ensemble d'émissions touchant de nombreux domaines des sphères culturelles et scientifiques et où sont venus parler des savants (Laborit, Jacquard), des écrivains (Ragon), des plasticiens, des auteurs de B.D., des chanteurs, des avocats, des représentants de mouvements associatifs etc.

Tous ces intervenants ne sont pas des anarchistes. Mais ils ont trouvé sur Radio libertaire un espace indépendant où dire ce qu'ils pensent. Ils y ont trouvé aussi un auditoire, curieux d'autre chose que ce qu'on lui sert ailleurs.

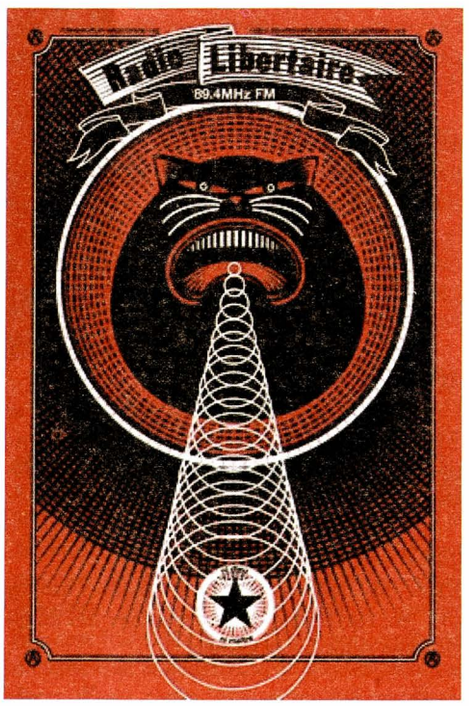
La radio des anarchistes est devenue un pôle d'attraction où tous ceux qui ne trouvent pas la possibilité de s'exprimer par les médias admis, viennent partager le fruit de leur réflexion.

Ce dynamisme autour des thèmes culturels revêt une importance considérable pour notre stratégie militante. Car le but atteint par l'audience de la radio, est bien une modification de la perception de l'anarchie dans la société.

Démarginaliser l'anarchie, donner d'elle une image positive («ils» ont quelque chose à dire, «ils» construisent, «ils» sont honnêtes), montrer que l'anarchie, telle que nous la pensons et vivons n'est pas une fantaisie à l'usage des adolescents ou une rêverie de poètes ou encore une théorie terroriste qui ne cherche qu'à semer la pagaille sans rien proposer... voilà ce que la radio, par le moyen de son impact culturel, est en train d'accomplir.

En effet, si elle a su gagner un auditoire aussi large, c'est que le public, (très peu enclin à se fidéliser sur une radio), y trouve suffisamment de rigueur et d'intérêt.

D'autre part, si des gens d'horizons aussi divers acceptent de venir s'y exprimer, c'est aussi qu'ils trouvent à Radio libertaire le sérieux et l'indépendance qui garantiront leur crédibilité et préserveront leur liberté de penser. Il faut aussi souligner que Radio libertaire, ce n'est pas seulement le contenu des émissions, c'est un ton, un langage, un style.



La façon de le dire

Sans dieu, sans maître et sans publicité... Alors que les autres radios, dites libres, se sont vendues à des groupes financiers et politiques dès l'instant où, la publicité étant autorisée, la bande FM devenait lucrative, Radio libertaire a choisi de préserver son indépendance et de ne pas accepter d'annonces publicitaires. Ceci implique le non professionnalisme de ses intervenants et la participation des auditeurs à son financement. Cette condition est une de celles qui font le ton de Radio libertaire.

Non que nous cherchions à donner une image d'amateurisme, bien au contraire.

Nous avons toujours voulu privilégier la qualité à la fois sur le plan technique et sur le plan du contenu des émissions. Mais face aux obstacles financiers, c'est bien sûr le contenu qui prime. La radio est l'œuvre de tous ceux qui y croient et non le produit de quelque intérêt économique. Dès lors on comprend qu'il soit plus dur (mais plus motivant) de la faire exister.

De là, nos luttes incessantes, de là notre combativité, notre désir obstiné de résister aux tentatives pour l'empêcher d'émettre, aux saisies, aux empiétements de fréquences, aux destructions. Le public nous a largement soutenu, gagné par notre moral, notre dynamique de combat, et nos succès.

Le refus de toute publicité, comme de toute allégeance à un groupe de pression, nous permet d'éviter toute complaisance envers qui ou quoi que ce soit. Le ton de Radio libertaire n'est pas à la mièvrerie sucrée des obsédés des indices d'écoute, ni au racolage embrigadeur.

Nous avons fait le choix de diffuser dans nos heures d'antenne et dans les interrupteurs d'émissions, des chansons françaises de qualité. Ce choix (qui se justifie par notre volonté de ne pas céder aux modes préfabriquées et d'offrir des interludes qui ne soient pas des matraquages de tubes incompréhensibles aux nombreux non bilingues) marque aussi le ton de la radio, et amène à notre écoute tous ceux qui sont lassés d'entendre, sur d'autre fréquences, et dans tous les lieux, la répétition massive des «succès de l'été».

Ce style particulier, qui est celui de Radio libertaire et qui est le résultat de son indépendance, a conquis un public, mais aussi trouvé une reconnaissance auprès des autres médias. Il est certain que pour ces derniers, inféodés au pouvoir politico-économique, Radio libertaire constitue une gêne. C'est la preuve qu'elle occupe un créneau, qu'elle s'est fait une place dans l'espace médiatique.

Ceci constitue une avancée considérable pour l'anarchisme, qui voit ainsi se lever le rideau de confidentialité derrière lequel il avait été relégué depuis le siècle dernier.

Beaucoup reste à faire sans doute, en particulier pour améliorer la qualité technique et journalistique des émissions.

Notons aussi que la radio, à elle seule, ne peut tout accomplir: notre travail d'édition, de diffusion, de distribution, contribue au succès de la radio et à élargir l'audience des idées anarchistes. La librairie est un espace où une dynamique s'est créée, comme autour de la radio.

Des initiatives telles que «Théâtre libertaire de Paris» ou des cabarets très proches de nous, constituent des pôles d'attraction qui rendent vivantes la pensée et la pratique anarchiste, accroissent notre notoriété et renforcent notre crédibilité.

En ce qui concerne la radio, nous sommes conscients qu'il faut à présent, non seulement persévérer, mais aussi améliorer, pour répondre aux exigences croissantes d'un auditoire sollicité de toutes parts, et ceci sans rien céder de notre volonté d'indépendance et de notre fidélité à nos principes. O.

Non, ce n'est plus une utopie, c'est une réalité

1er septembre 1981
Radio libertaire apparaît sur la bande FM à la fréquence 89.5. Quatre heures d'émissions quotidiennes (de 18 heures à 22 heures).

1983
13 décembre : gala de soutien à Radio libertaire de Léo Ferré à l'espace Balard devant 6 500 spectateurs.
28 août : des CRS défoncent la porte des locaux de Radio libertaire, saisissent une partie du matériel, détruisent le reste et sectionnent l'antenne.
3 septembre : 5 000 personnes défilent à Paris au son du *Temps des cerises*. Dans le même temps, Radio libertaire commence à réémettre.

1984
Radio libertaire et Radio Pays se voient imposer un partage du temps d'antenne par la Haute Autorité de l'audiovisuel.

1985
Édition des entretiens avec Henri Laborit en cinq cassettes : *L'Éloge de la fuite*, *Copernic n'a pas grand-chose*, *L'Homme et la ville*, *La Nouvelle Grille*, *La Colombe assassinée*.

1986
2 février : inauguration du Théâtre libertaire parisien, boulevard du Temple. Jusqu'à sa fermeture en 1992, le TLP et Radio libertaire multiplieront les collaborations et les concerts de soutien.
Radio libertaire devient la radio du mouvement étudiant : reportages dans les rues, tables rondes dans le studio, antenne ouverte pour témoigner des violences policières…

1989
3 au 4 juin : c'est l'écrasement du soulèvement populaire place Tienanmen à Pékin. Des émissions spéciales dénoncent ce crime contre l'humanité en pays stalinien.
9 novembre : chute du mur de Berlin, Radio libertaire s'associe à cet élan de liberté mais fait part de ses inquiétudes sur le monde monopolaire et répressif qui se dessine.

1991
Durant la première guerre du Golfe, Radio libertaire est la radio des anti-guerre. Heure par heure, elle annonce manifestations, meetings, réunions des comités de quartier, tout en proposant débats et analyses.

1992
Radio libertaire dénonce avec force le traité de Maastricht qui défend la libre circulation des biens et limite la circulation des individus non ressortissants de la zone Europe.

1995
Décembre : Radio libertaire devient le porte-parole des grévistes de l'hiver. Nombreux directs du front des luttes (SNCF, Poste, etc.)

1998
Radio libertaire quitte ses studios historiques du XVIIIe arrondissement pour s'installer dans le XIe. C'est le parcours historique des communards qui se soulevèrent massivement à Montmartre pour finir assassinés au mur des Fédérés au Père-Lachaise.

2001
L'explosion de l'usine AZF fait 31 morts et 2500 blessés. Radio libertaire analyse et commente l'événement à travers une série d'émissions.

2003
Radio libertaire s'associe au Studio Campus (11 bis, rue Froment) pour réaliser des émissions en direct et en public.

2004
Septembre : Radio libertaire s'installe à Merlieux (Aisne) et diffuse en direct des émissions sur Paris, dans le nord de la France, grâce à un nouvel émetteur hertzien.
Radio libertaire réalise de nombreux directs via des radios temporaires dans plusieurs lieux : salon du livre libertaire de Paris, rencontres libertaires de Grenoble, etc.

2005
Mai : après plusieurs tentatives, Radio libertaire devient internationale, un streaming Internet est installé. Depuis, l'écoute se fait sur toute la planète, même dans les lieux les plus improbables.
Suite à une souscription lancée auprès de ses auditeurs, Radio libertaire se dote d'une véritable table de mixage *broadcast* et renouvelle une partie du matériel technique de son studio principal.

2006
Le signal Internet de Radio libertaire est repris et réémis en FM dans une vallée des Alpes à Oraison.
25 mars : en perspective d'une réforme menaçant les radios associatives, Radio libertaire se mobilise, le combat est toujours présent.
Manifestation suivie d'un meeting pour la liberté d'expression.
Radio libertaire a 25 ans et lance, avec la Fédération anarchiste, un appel à l'abstention active à l'élection présidentielle de 2007.

2007
La RNT, le grand serpent de mer, fait parler d'elle. Radio libertaire dépose un dossier et est retenue pour l'avenir numérique

2008
Radio libertaire lance des soirées thématiques et donne la parole directement à ses auditeurs.
Radio libertaire a suivi les rencontres et le colloque sur Albert Camus qui se tenaient à Lourmarin vendredi 10 et samedi 11 octobre 2008.
Radio libertaire a teinté de noir le festival La Belle Rouge.
Le 27 septembre, une fête de soutien à la radio est organisée par le groupe libertaire d'Ivry au squat Sans plomb.

2009
Grâce à l'apport et au soutien financier de ses auditeurs, Radio libertaire peut de nouveau remettre à jour ses équipements en prévision d'un éventuel passage au numérique.
Ras-les-murs, émission emblématique de Radio libertaire, fête ses 20 ans.

2010
Afin d'apporter une meilleurs qualité d'écoute, la radio modifie complètement son système de transmission.

2011
Pour ses 30 ans, Radio libertaire propose différentes rencontres à Campus et Olympe-de-Gouges pour partager différents moments ensemble.

Philippe
Groupe Henry-Poulaille
de la Fédération anarchiste

Radio libertaire racontée par des animateurs

De *Rouge profond* à *Lundi matin*

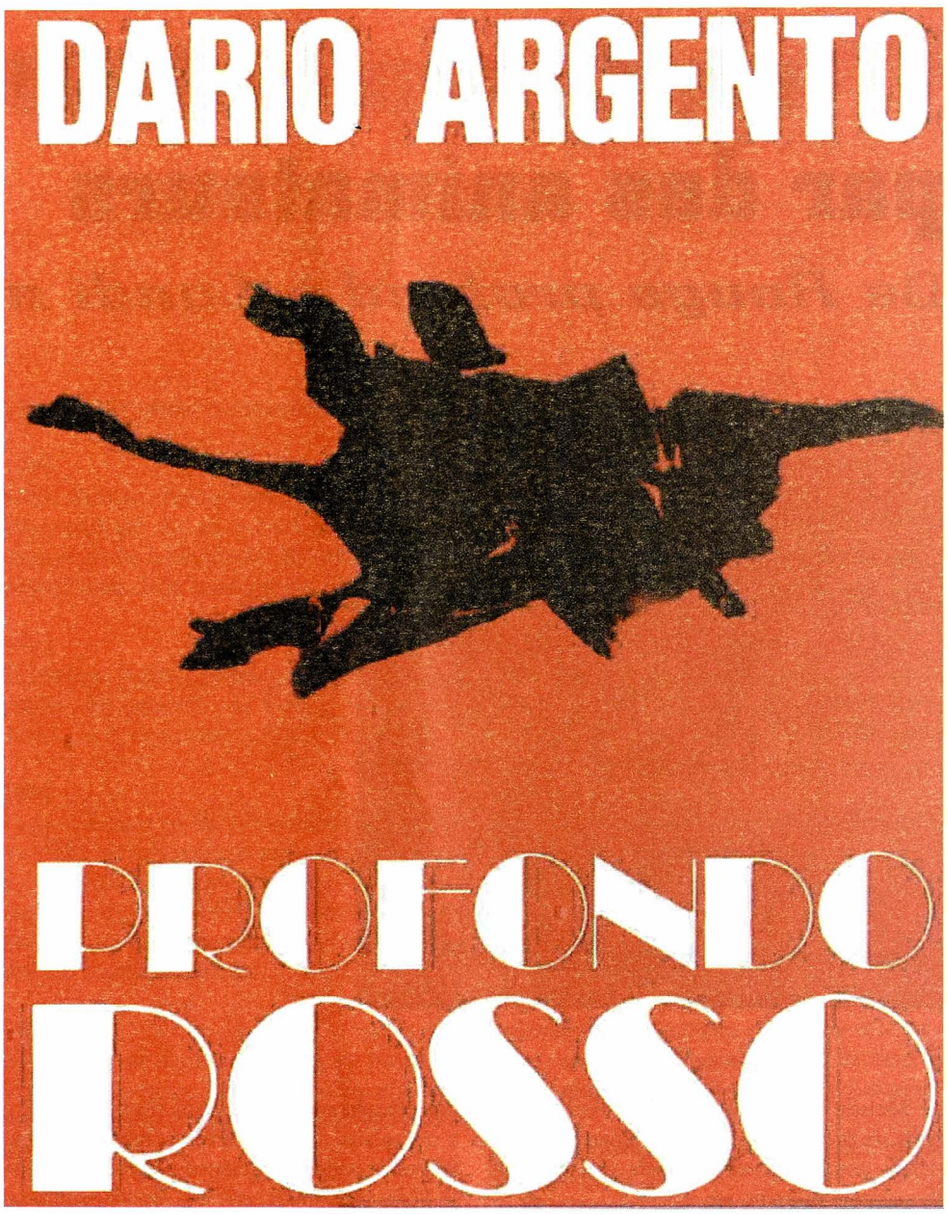
Le Monde libertaire : Quels souvenirs avez-vous de la création de Radio libertaire ? Des débats autour, de ses premiers pas, de l'enthousiasme militant, etc.

Laurent : Le 1er septembre 1981, jour de la première émission de Radio libertaire, je n'étais pas encore là. Je sortais d'une précédente aventure radiophonique avec mes camarades de la Fédération anarchiste du groupe libertaire de Ris-Orangis. En banlieue, dans l'Essonne, nous avions créé Radio Alarme, « radio libre d'expression libertaire », qui émettait chaque dimanche matin. C'était l'époque des radios pirates, des radios libres. À Toulon, un autre groupe de la Fédération anarchiste faisait vivre Radio Trottoir. Radio Alarme eut une existence aussi intense que brève. Lors de la quatorzième émission, nous avions déplacé l'émetteur pour diffuser depuis la prison de Fresnes, peut-être avions nous fait alors un des premiers programmes destinés aux prisonniers ! La semaine suivante, alors que nous diffusions depuis le toit d'un immeuble, les flics sont intervenus pour saisir l'émetteur et interpeller un animateur. Il y eut procès pour « *violation du monopole des ondes* ». C'est donc quelques mois après que Julien me contacta pour me demander un coup de main au studio de Radio libertaire. « *Juste une fois, pour répondre au téléphone* », me dit-il. C'était il y a trente ans… Je dois dire un mot sur Julien. Si c'est le congrès – quelque peu réticent ! – de la Fédération anarchiste qui décida, sur proposition de Julien, de la création de Radio libertaire, on peut, d'une certaine manière, dire que Julien en est le père. Il avait senti tout de suite que la Fédération anarchiste devait se doter d'une radio, que nous aurions là un média populaire, « *une extraordinaire caisse de résonance pour nos idées* ». Julien est mort il y a quelques années, et c'est toujours avec émotion que je pense à lui. Lui, Sylvain et moi, animions *Le Magazine libertaire*, de 14 heures à 18 heures tous les jours ! Une époque assez folle. Le premier studio de Radio libertaire se trouvait dans la cave de l'actuelle bibliothèque La Rue au 10, rue Robert-Planquette dans le XVIIIe arrondissement. Une cave minuscule, du matos de récupération qui n'avait rien de professionnel, mais tout cela marchait Grâce aux astucieux bricolages du Julien. Les murs suintaient d'humidité, quand on coupait les micros, il fallait mettre en route un extracteur d'air qui faisait un bruit d'enfer, on se serait cru dans un sous-marin ! C'était l'époque des radios libres, et la spontanéité explosait à l'antenne. Radio libertaire aurait pu devenir une radio militante chiante à mourir, mais elle fut au contraire complètement en phase avec cette explosion de liberté sur les ondes. On aimait bien se moquer de Radio la Bulle, la radio de Lutte Ouvrière, qui passait en boucle *Le Boléro de Ravel* avec toutes les heures un message d'Arlette Laguillier… Les premiers animateurs, Floréal, Gérard et Yves qui créa Radio Esperanto, amenèrent leurs disques de Debronckart, Jonas, Fanon, Ferré. Et entendre cette chanson-là à la radio, c'était déjà une révolution en soi, à cette époque où le monopole de l'État régnait sur les ondes. Relater toute cette époque n'est pas facile, tant d'effervescence, de stimulations, de rencontres. Cela restera pour moi des moments inoubliables. Il y avait aussi une bataille sur les ondes. Toutes les radios cherchaient une place sur la FM, y compris celles qui avaient bien compris que la future libéralisation des ondes représentait un marché juteux. Nous avons été amené a intervenir auprès de radios qui s'installaient sur notre fréquence. Ce qui nous a valu, après une visite à l'une de ces radios, des articles dans la presse qui disaient : « *Un commando de Radio libertaire digne de Rambo.* » Il y aurait là aussi plein d'histoires à raconter. Et il y a eu la « Saint Barthélémy des radios libres » comme titra un quotidien. Plusieurs radios, dont Radio libertaire, furent saisies. La porte du studio défoncée par les flics, local dévasté, matériel saisi… Mais nous étions dans une telle

dynamique que, comme d'autres camarades, je n'ai pas pensé une seconde que l'aventure était finie. Il y eut une immense mobilisation pour Radio libertaire, un véritable élan. Avec une manifestation, début septembre, qui rassembla des milliers de personnes. Avec trois copains nous avons quitté la manifestation en cours de route pour nous rendre rue Barsacq, où se trouvait le nouveau studio de Radio libertaire. Nous avons fait sauter les scellés apposés par la police, réinstallé du matériel, ouvert les micros, et voilà c'était reparti ! On nous a raconté que dans la manifestation, lorsque les auditeurs on entendu la réémission de Radio libertaire, ce fut du délire ! Il est important de dire à ceux qui écoutent Radio libertaire aujourd'hui que nous avons bataillé dur contre l'État, que si la radio est toujours là, trente ans après, c'est parce qu'il y a eu cette incroyable mobilisation de la Fédération anarchiste, du mouvement libertaire, de syndicalistes, de squatters, d'artistes et de cette multitude de personnes, nos auditeurs, nos auditrices. Je me disais alors que nous avions notre radio, libertaire et populaire. Il n'y a pas une histoire de Radio libertaires, mais mille histoires de Radio libertaire. Et ce serait alors une encyclopédie qu'il faudrait écrire ! D'ailleurs il y a eu à l'occasion des dix ans de Radio libertaire un livre d'Yves Peyraut retraçant les péripéties de ces années-là.

Le Monde libertaire : Votre (Laurent et Sylvie) première émission – *Rouge profond* – était consacrée au cinéma de genre (horreur, fantastique, science-fiction). Y avait-il d'autres radios à l'époque qui s'ouvraient à ce type de cinéma ? Quelles connexions faisiez-vous entre la politique et ces films ?

Sylvie : Honnêtement je ne peux pas répondre… Je sais seulement que j'ai participé à une émission de fantastique et de science-fiction sur TSF (radio coco) en 1993 en tant qu'auteur d'un livre de SF. Mais *Rouge profond* remonte à beaucoup plus loin : environ une vingtaine d'années ! C'était la première émission de nuit de Radio libertaire, en direct, de vingt-deux heures jusqu'à pas d'heure – parfois jusqu'au petit matin ! Auparavant nous n'émettions – et encore, très rarement – que jusqu'à minuit maximum. Trois animateurs s'étaient lancés dans l'expérience, Laurent, Bruno (tous deux membres de la Fédération anarchiste) et moi (à l'époque, vaguement sympathisante de « l'esprit libertaire »). Problème : des trois, j'étais la seule fan (mais alors, carrément fan enragée !) de fantastique, gore, épouvante. Quoique très bavarde par nature, je ne me voyais quand même pas parler toute seule pendant des heures ! Alors on a eu une idée : associer des commentaires et points de vue anarchistes à chaque thème choisi. Pas toujours évident, on a un peu ramé « Frankenstein et anarchisme », « momies et anarchisme », « H.P. Lovecraft et anarchisme »… Concernant ce dernier, par exemple, réputé réac et raciste (résidant à New York, il évoquait les « hordes de Ctuluh » envahissant les rues – en fait, les immigrés des quartiers pauvres !), j'avais contesté le diagnostic ; peut-on parler « d'opinions politiques » s'agissant d'un malade mental ? Mes camarades pensaient que oui, je défendais l'opinion contraire. Certains thèmes semblaient même complètement à l'opposé, comme celui des vampires (censés pouvoir être contrés par des crucifix et de l'eau bénite…). À quoi Jean Rolin (ex-adhérent de la Fédération anarchiste et réalisateur de fantastique) avait rétorqué que « *les gens ne vont jamais voir un film de vampire par attirance pour le curé* ». Oui, car la passion pour les films fantastiques ou d'horreur, c'est la passion pour la déviance, la dissidence, le libre arbitre, la subversion… La preuve en est que, sous Franco, le cinéma fantastique était totalement interdit. Les amateurs en étaient réduits à traverser la frontière pour savourer les séries B de Jésus Franco ou Paul Naschy ! Pour la petite histoire, au début, j'interpellais Laurent et Bruno : « *Et vous, qu'en pensez-vous, en tant qu'anarchistes ?* » Après quelques mois d'émission, sans même y penser, j'ai lâché : « *Nous, en tant qu'anarchistes…* » Eh oui, j'ai été convaincue par ma propre émission !



Le titre de l'émission est une allusion à *Profondo rosso*, célèbre giallo de Dario Argento (car j'ai vite « converti » mes deux acolytes au cinéma de genre italien). Nous alternions lectures de textes (Lovecraft, Poe, Masterton, Marc Agapit), bande-son, musique (l'indicatif mêlait la BO de *Rouge profond* et *Eskimo* des Residents) et discussions politiques. La nuit, dans le studio désert, l'ambiance était un peu étrange, presque oppressante (d'autant qu'on arrivait souvent à se terroriser tout seuls !) Il faut croire que cette sincérité devait être communicative puisqu'un soir un veilleur de nuit nous a confié au téléphone : « *J'écoute la radio pour ne pas m'endormir… eh bien avec ce que vous racontez, ça ne risque pas !* »

Le Monde libertaire : Quelle place et quel rôle donnez-vous à la radio dans les luttes sociales ? Quand avez-vous commencé Lundi matin ?

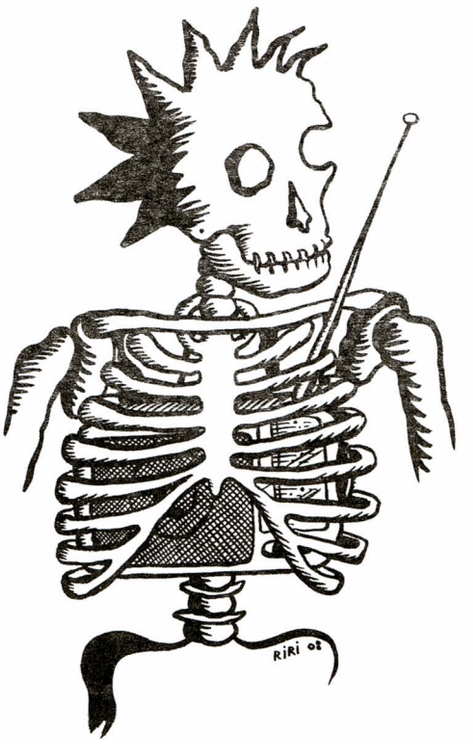
Laurent: Je ne me souviens même pas de la date de lancement de *Lundi matin*. Je sais seulement qu'en novembre-décembre 1995 nous étions déjà à l'antenne, parce que ce mouvement reste pour moi un repère important et puis aussi parce que, pour rejoindre le studio, les transports étant en grève, Sylvie et moi devions marcher deux ou trois heures! Je pense que la place des luttes sociales à Radio libertaire est primordiale, naturelle. À titre personnel j'aimerais que cette place soit plus importante, que Radio libertaire devienne un carrefour des luttes, comme le font par exemple depuis longtemps les émissions *Chroniques syndicales*, *Sans toit ni loi*, *Wesh t'as vu* ou *Radio libertaria*. Pendant la guerre du Golfe, lors de mouvement étudiants ou encore pendant le mouvement social de 1995 la radio tint un rôle non négligeable. Dans ces moments-là Radio libertaire prit la dimension d'une radio de combat. Mais, si un anarchiste est un lutteur social, c'est aussi quelqu'un qui réfléchit, polémique, cultive son esprit critique, et surtout porte un projet de société. Et naturellement Radio libertaire est aussi l'espace où la totalité de ce que nous sommes doit s'exprimer. Et si mon intérêt se porte spontanément vers les résistances et les révoltes sociales, une réflexion et une critique radicale, je considère que l'aspect culturel, les arts, la musique, sont également très importants, la culture n'étant évidement pas un terrain neutre.

Le Monde libertaire: Pouvez-vous rappeler aux lecteurs qui ne vous connaîtraient pas en quoi consiste l'émission?

Laurent: Au début nous faisions une revue de presse, une lecture critique des magazines et quotidiens. À partir d'un ou plusieurs articles nous tentions de décrypter le message, l'idéologie, véhicules par son auteur. Puis nous développions un point de vue libertaire. Et puis l'émission s'est mise à parler plus précisément de militantisme anarchiste, des luttes sociales, de la «révolution sociale et libertaire». Nous avons régulièrement abordé des questions comme le sens de l'engagement, la révolte. Au début nous animions seuls l'émission. Il y a deux ans, Nicolas a rejoint l'équipe et le groupe d'Ivry. Avec son arrivée, ce groupe s'est trouvé beaucoup plus impliqué dans des luttes, notamment avec des travailleurs sans-papiers, des expulsés, le piquet de grève de la Tiru, le contenu de l'émission a évolué. Nous nous exprimions alors comme des individus partie prenante d'une lutte. Nous avons commencé à accueillir des invités, grévistes, sans papiers, squatters, militants anarchistes... Et aussi à aborder la question du rôle des anarchistes dans les luttes. Des sujets que nous mettons en débat puisque auditeurs et auditrices peuvent nous appeler au studio; leurs interventions sont répercutées et commentées à l'antenne. Comme nos invités, nous sommes des «sans statuts» dans cette société, sans diplômes, sans existence médiatique... Nous venons de familles ouvrières et nous n'avons pas honte de le dire. Nous le disons parce que nous pensons que les ouvriers, les pauvres, les précaires constituent une classe «fantôme», invisible, ignorée, écrasée, totalement privée de parole. En nous exprimant, en revendiquant cette identité, en invitant les auditeurs à exprimer des idées, des réflexions, nous voulons, à notre échelle, briser la division entre les détenteurs «officiels» du savoir et de la parole et les autres, réduits au silence. Une auditrice, femme de ménage retraitée, m'a dit un jour qu'elle nous écoutait depuis des années. Qu'auparavant elle avait honte de dire qu'elle était femme de ménage, mais plus maintenant. Dans une réunion publique du groupe libertaire d'Ivry, où l'on retrouve nombre d'auditeurs, un homme âgé s'est levé, il a exprimé son point de vue et conclu en disant qu'il avait été ouvrier toute sa vie et que c'était la première fois qu'il parlait en public! Quand on est au micro, seuls dans le studio, on ne peut pas se représenter clairement tous ces gens qui nous écoutent, chez eux, en voiture, au travail... Alors souvent on s'adresse en imagination à un auditeur, une auditrice en particulier – qui ressemblent souvent à cette femme de ménage, à cet ouvrier, qu'on espère intéresser et convaincre...

Le Monde libertaire: Et toi, Nicolas, comment as-tu rencontré Radio libertaire et comment as-tu rejoint l'équipe de *Lundi matin*?

Nicolas: C'est d'abord par hasard que j'ai connu Radio libertaire, à force de zapper d'une radio à l'autre. J'ai découvert des auteurs, des musiques, et j'ai été séduit par le naturel des animateurs et, du coup, la grande diversité des émissions. Je me souviens de critiques féroces contre le travail, et moi qui le déteste tant, ça ne pouvait que m'intéresser. D'émissions en émissions, j'ai découvert des anarchistes, leurs idées et leurs luttes, actuelles ou passées. C'est sur Radio libertaire que j'ai entendu parler des Partageux de la Commune... La grande fête de la radio au squat Sans plomb, à Ivry, a été l'occasion de rencontrer ceux que j'écoutais. J'y ai rencontré le groupe libertaire d'Ivry, dont les animateurs de *Lundi matin*, qui m'ont ensuite invité dans leur émission. J'étais venu avec Tidiane, un sans-papiers de Vitry en lutte. C'est aussi ça que peut permettre Radio libertaire: donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais et faire parler de leurs luttes ceux-là mêmes qui les font. Plusieurs auditeurs nous ont dit avoir été très touchés par cette émission, et nous-mêmes avons mieux perçu ce que signifie être sans-papiers. Comme j'assistais régulièrement aux activités du groupe, j'en suis venu à y participer. Ces rencontres et activités militantes m'ont conduit à rejoindre le combat anarchiste; et c'est ainsi que d'auditeur je suis devenu militant de la Fédération anarchiste. C'est le cas de bien d'autres militants, devenus anarchistes grâce à notre radio, dont plusieurs aussi à la Fédération anarchiste. En lisant les débuts de Radio libertaire évoqués par Laurent, je me dis qu'elle a pas mal changé en trente ans et que s'organiser entre anarchistes, dans le milieu hostile qu'est cette société, relève aussi parfois du combat...



Les voix de la CNT-FAI

Radio CNT-FAI et Radio EAJ-39

« Le récepteur radio est le porte-voix de la culture dans le foyer de l'ouvrier ! Respecter sa propriété ! Répandre son acquisition ! »
Affiche de 1936 imprimée par les imprimeries CNT-UGT.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Si pendant la révolution espagnole de 1936-1939 le nombre de journaux et de revues liés au mouvement anarcho-syndicaliste fut important, l'écrit n'était pour autant pas le seul support de communication des organisations libertaires. Outre les meetings et autres rencontres, l'outil radiophonique fut également exploité *via* la création, dès juillet 1936, de deux radios anarchistes : ECN 1 - Radio CNT-FAI[1] à Barcelone et EAJ-39, dans une localité non loin de la capitale catalane.

Radio CNT-FAI

Dès le début de la guerre en juillet 1936, le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol fit de la propagande en direction de l'international un aspect primordial de sa stratégie. Face à des médias bourgeois muets ou malhonnêtes, il se devait en effet de faire valoir d'autres points de vue sur les événements en cours en Espagne. Outil de propagande par excellence – bien que pas seulement – Radio CNT-FAI ne pouvait donc échapper à cette logique et se devait, dès le départ, d'émettre le plus largement possible. Et c'est ce qu'elle fit, en émettant sur deux longueurs d'onde différentes – l'onde courte 42,88 MHz (fréquence 6 995'1 Kcs) et l'onde normale 222,55 MHz (fréquence 1 348 Kcs) – qui lui permirent de couvrir à la fois toute l'Espagne et une partie de l'Europe.

Cette large couverture « obligea » la radio à diffuser des émissions en plusieurs langues, et ce d'autant qu'elle souhaitait offrir des espaces radiophoniques aux militants étrangers venus rejoindre les milices pour combattre les franquistes et vivre la révolution. Avec des émissions en français, en anglais, en allemand, en italien, en russe, en espéranto et, bien sûr, en espagnol (la majorité), ce fut un beau bouquet de langues qui s'exprima à travers les micros des studios de Barcelone ; à tel point, d'ailleurs, que les bureaux de propagande de la CNT-FAI avaient soin de préciser, sur chaque programme radio de la journée, la langue dans laquelle se faisait l'émission.

Œuvre de l'organisation anarcho-syndicaliste, Radio CNT-FAI portait un contenu essentiellement politique. Elle diffusait des communiqués officiels de la CNT et des autres organisations du mouvement libertaire (FAI et FIJL), relayait les parutions de la presse (le journal *Solidaridad Obrera* était systématiquement lu à l'antenne), et donnait régulièrement des informations sur la situation des fronts et des expériences révolutionnaires. Elle permettait aussi l'expression régulière des militants et certains discours marquèrent l'histoire de la radio, tel celui prononcé par Buenaventura Durruti, le 5 novembre 1936, pour manifester son refus de la militarisation des milices et répondre aux calomnies que les staliniens répandaient à leur sujet : « *Si cette militarisation décrétée par la Généralité* [instance de gouvernement de la Catalogne] *est faite pour nous intimider et nous imposer une discipline de fer, on se trompe, et nous invitons les auteurs du décret à monter au front pour se rendre compte de notre moral et de notre discipline ; ensuite nous viendrons les comparer avec le moral et la discipline de l'arrière.* » C'est aussi sur Radio CNT-FAI que fut prononcé, en novembre 1936, le bel hommage à Durruti rédigé par l'anarcho-syndicaliste allemand Carl Einstein.

Pour autant, et à l'instar de la plupart des journaux libertaires de l'époque, Radio CNT-FAI accordait aussi une place non négligeable à des émissions moins strictement militantes, plus en lien avec la culture et les questions de société : littérature, spectacle, musique, sexualité, etc. Pour avoir une idée du contenu diffusé, voici le programme de la journée du samedi 5 décembre 1936, d'après une plaquette réalisée et diffusée par les bureaux de propagande de la CNT-FAI :

« À 17 h 00 – Les hymnes *Hijos del Pueblo* et *A las barricadas*.

À 17 h 10 – Édition parlée de *Solidaridad Obrera*. Informations télégraphiques et téléphoniques directes des divers fronts antifascistes. En castillan.

À 17 h 45 – Musiques variées.

À 18 h 00 – Informations télégraphiques et téléphoniques directes des divers fronts antifascistes. En catalan.

À 18 h 30 – Information organique confédérale. Assemblées, appels, brèves, avis et communiqués.

À 19 h 00 – Notre compagnon le docteur Rosell Ganz, du Syndicat unique de la santé, dissertera sur le thème « défense contre les gaz asphyxiants ».

À 19 h 30 – Une compagne de l'Athénée encyclopédique Toujours-plus-loin lancera un appel à toutes les femmes de Catalogne et d'Espagne.

À 20 h 00 – Informations télégraphiques et téléphoniques directes des divers fronts antifascistes et de l'étranger. Nouvelles de la dernière heure. En castillan et catalan.

À 20 h 30 – Information organique confédérale. Assemblées, appels, brèves, avis et communiqués.

À 21 h 00 – Rapport de guerre. En différentes langues étrangères.

À 21 h 15 – Lecture d'articles. En castillan et catalan.

À 22 h 00 – Français.

À 22 h 30 – Anglais.

À 23 h 00 – Italien.

À 23 h 30 – Espéranto. »

Étant donné l'éclectisme linguistique, bon nombre d'animateurs de Radio CNT-FAI n'étaient pas d'origine espagnole. Parmi les plus célèbres, nous pouvons citer, entre autres, l'anarchiste italien Camillo Berneri. Arrivé en Espagne peu après le début du soulèvement en 1936, il fonda, avec le socialiste Carlo Rosselli, une section de miliciens italiens rattachée à la colonne Ascaso. Après plusieurs combats – dont les plus importants furent sans doute ceux de Monte Pelado le 28 août et de Huesca le 3 septembre –, il « délaissa » le front – notamment à cause d'une myopie qui ne faisait pas de lui le plus efficace des miliciens – pour se consacrer davantage à la diffusion de la propagande et de l'information. Outre la publication du journal *Guerra di classe*, il intervenait très régulièrement sur Radio CNT-FAI dans des émissions en italien destinées à informer ses « compatriotes » de l'évolution de la guerre et de la révolution. Certains militants anarchistes français – notamment Gaston Leval et Lucien Haussard – intervinrent également régulièrement.

Radio EAJ-39

Outre Radio CNT-FAI, le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol disposait d'autres radios. C'est le cas, notamment, de la radio EAJ-39, développée par des militants de Badalona, une ville de la banlieue de la capitale catalane. Ses studios étaient installés au

siège de la fédération locale de la CNT et ses animateurs étaient désignés dans les assemblées du syndicat. Si sa couverture géographique était bien plus restreinte que celle de Radio CNT-FAI, EAJ-39 émettait tout de même dans une grande partie de la Catalogne. Le matériel utilisé était celui de la radio commerciale locale d'avant-guerre – Radio Badalona –, réquisitionné par le peuple insurgé après le putsch de juillet.

Niveau contenu, EAJ-39 relayait, à l'instar de sa consœur de Barcelone, les communiqués officiels et la presse des organisations du mouvement anarchiste espagnol. Mais elle se faisait aussi, et surtout, l'écho de la situation locale et, pour cette raison, rencontra un auditoire très important dans la ville d'où elle émettait. C'est aussi ce qui lui permit de se distinguer un peu de Radio CNT-FAI.

Les voix se taisent

La radio EAJ-39 fut la première à être réduite au silence. Toutefois, la répression qui l'obligea à se taire ne vint pas du camp franquiste, mais des communistes staliniens qui, en mai 1937, entreprirent de discréditer et de liquider physiquement les anarcho-syndicalistes. Voici ce que confiait un animateur de la radio dans un témoignage cité par le *Magazine libertaire* numéro 7 (qui consacrait alors un petit article à ces deux radios) : « *Lors de la contre-révolution bolchevique de mai 1937, j'étais au micro lorsque la police en armes vint saisir notre radio. Il faut bien dire qu'aucune mesure défensive n'avait été envisagée… En réponse à cette agression, un réseau de haut-parleurs qui avait été préalablement installé dans tous les quartiers de la ville nous permit, pendant un certain temps, de continuer à émettre : les gens se regroupaient autour des haut-parleurs pour écouter nos communiqués. C'est sans doute ce qui provoqua une nouvelle intervention policière sous un prétexte fallacieux. Cette fois, les choses faillirent tourner très mal car la foule, les femmes notamment, s'en prirent aux "forces du désordre" avec une rare violence.* »

Quand ce ne sont pas les communistes qui bâillonnent, ce sont les fascistes. Et ce sont eux qui, à leur tour, firent taire Radio CNT-FAI lorsqu'ils prirent Barcelone au début de l'année 1939. Pour autant, téméraires et bien décidés à conserver la présence d'une voix antifranquiste et libertaire sur les ondes espagnoles, la CNT entreprit, peu après l'exil, d'installer une nouvelle radio en France, d'abord à Mont-Louis, puis à Cahors. Elle émit pendant un certain temps vers l'Espagne franquiste jusqu'à ce que la gendarmerie française se charge de lui clouer le bec…

Dernière expérience radiophonique de l'exil libertaire espagnol en direction de l'Espagne franquiste, Radio Liberación – fondée par des militants de Frente Libertario, dissidence de la CNT officielle – fut aussi la première du renouveau libertaire des années suivant la mort de Franco. D'avril à décembre 1976, chaque dimanche de 14 heures à 14 h 30, elle émit, depuis Carrare (Italie) – fréquence : 8 860 Kcs –, un programme de trente minutes qu'on pouvait capter en Catalogne, en Aragon et dans la région de Valence.

Pendant toute la Guerre civile, le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol aura donc émis sur les ondes de l'Europe pour faire entendre sa voix. Cette épopée radiophonique – considérée par beaucoup comme l'une des premières expériences de radios anarchistes – aura non seulement permis aux organisations libertaires de se doter d'un outil de communication efficace et puissant (l'information circule généralement plus vite par la radio que par la presse), mais aussi de donner à l'Europe la possibilité d'entendre d'autres discours sur la Guerre civile et la révolution que ceux relayés par les médias bourgeois.

G. G.

1. Par simplicité, je me contenterais d'écrire « Radio CNT-FAI ».

Kronstadt et la radio

Il ne suffit pas qu'une situation soit révolutionnaire, faut-il encore qu'on le sache ! C'est ainsi que, lorsque les insurgés de Kronstadt mirent à bas pendant près de trois semaines la dictature du Parti-État bolchevique, ils s'empressèrent d'adresser des messages radio à tous ceux qui pouvaient les capter en Russie ou dans le monde. Le malheur fut que ceux qui les reçurent en Russie ne furent que des postes-émetteurs militaires sous étroit contrôle des bolchevique et les messages ne purent aller plus loin ni toucher réellement la population laborieuse à laquelle ils étaient adressés. Lénine et les siens s'étaient bien rendu compte de l'importance des moyens de communication et s'en étaient accaparé le contrôle total. Aussi, la nature et les buts du mouvement de Krondstadt restèrent ignorés de presque tout le monde, sur le moment.

Quelques insurgés prirent sur eux d'aller porter la résolution prise au début de l'insurrection – constituant son programme – sur le continent. Presque tous furent interceptés par la Tchéka et fusillés scéance tenante. Lénine avait une peur bleue que la population sache la vérité sur les Kronstadiens, car tout son édifice bâti sur le sable du mensonge permanent se serait écroulé immédiatement. Les insurgés privilégièrent malgré tout l'information directe, par radio, par téléphone (même problème de censure) ou par tracts et proclamations distribués aux assaillants ; ils pensaient que ceux-ci, une fois au courant de leurs véritables objectifs, refuseraient tout net de marcher contre eux. Ce calcul fut en partie exact, en partie seulement car les bolcheviques surent emmener à l'assaut des troupes asiatiques ne parlant même pas le russe et des troupes tchékistes et autres sbires du parti qui, eux, ne parlaient que la langue de bois de leur catéchisme léniniste. La démarche des Kronstadiens leur était dictée par leur choix stratégique : ils ne voulaient pas prendre l'initiative des combats, estimés fratricides, et également ne pas se substituer à la volonté des masses en se conduisant comme un détachement offensif. Ils misaient sur la discussion et la libre confrontation des idées. C'était tout à fait juste du point de vue révolutionnaire, passif sur le plan militaire où la meilleur défense est souvent l'attaque.

Alexandre Skirda

Article tiré du Magazine libertaire *n°7*

Rencontres internationales de l'anarchisme

9-12 août 2012, Saint-Imier (Suisse)

Pour fêter les 140 ans du congrès de Saint-Imier, acte fondateur de l'Internationale anti-autoritaire, la Fédération anarchiste francophone (IFA) et la Fédération libertaire des montagnes (OSL) appellent les groupes, collectifs, individus qui se réclament de l'anarchisme social à participer aux rencontres internationales de l'anarchisme en août 2012 dans le village de Saint-Imier.
Sur le site internet www.anarchisme2012.ch se trouve plus d'information sur les contenus et l'esprit de ces rencontres.

Programme des Rencontres

1. Les Rencontres internationales s'organiseront autour de 3 moments centraux :

– Un meeting d'ouverture autour de la Fédération jurassienne qui ouvrit de nouveaux champs pour l'anarchisme. Quelles perspectives aujourd'hui ? Déroulé des journées.

– Un meeting de clôture autour de la révolution et de Bakounine. Peut-être une motion collective.

– Un banquet final avec des chansons, des chorales.

2. En plus des conférences et ateliers-discussions, il y aura 3 tables rondes :

– les innovations politiques de l'anarchisme. Débat autour de Berneri, introduit par Stefano d'Errico et d'autres copains de la FAIt.

– Les organisations anarchistes. Leur projet et leurs pratiques.

– Les nouveaux territoires de l'anarchisme. Le renouveau et l'extension de l'anarchisme.

3. Conférences/ateliers/discussions :

– Chaque groupe, fédération, individu peut proposer des conférences, ateliers-discussion.

4. Salon du livre anarchiste :

– Nous souhaitons que le maximum de maisons d'édition de tous les pays soient présentes. Nous demanderons une participation aux frais afin de financer les Rencontres internationales.

5. Animations-concerts :

– Afin de donner un caractère convivial et festif à ces Rencontres, une série de concerts est prévue (cinq par jour). Nous prévoyons aussi des spectacles de théâtre, des chorales révolutionnaires, des expositions, des films, etc.

6. Cuisine, hébergement, camping :

Nous attendons près de 3 000 personnes qu'il faudra nourrir, héberger. Pour cela, nous aurons besoin de monde, d'aide, de matériel, etc. Nous disposerons de gymnases où organiser des couchages. Nous envisageons d'organiser un camping libertaire.

7. Autres :

Afin de faire que ces Rencontres se passent dans les meilleures conditions, nous allons organiser d'autres services : garderie, service d'ordre et de sérénité, équipe médicale, etc.

Pour toutes ces tâches, nous allons mettre en place des équipes auxquelles on peut se joindre en remplissant le fichier de bénévole disponible sur le site

Rejoindre le collectif d'organisations

Nous souhaitons inviter l'ensemble des organisations anarchistes internationales qui font partie de l'IFA (Internationale des Fédérations anarchistes), du réseau Anarkismo, de la coordination des syndicats rouges et noirs, de l'AIT et d'autres réseaux (Anarchist Black Cross, Cira, Food not bombs, etc.). Nous souhaitons que tous les groupes puissent travailler en bonne intelligence à la réussite de cet événement et offrir des perspectives à l'anarchisme social.

Afin de couvrir les frais, nous demanderons une adhésion aux organisations qui souhaitent s'investir dans l'organisation de ces Rencontres en fonction de leurs moyens. Bien sûr, cette adhésion ne sera demandée qu'aux organisations qui le peuvent. Nous voulons que chaque organisation puisse être représentée et participer aux différents temps forts de ces Rencontres.

Merci de vous inscrire dans l'organisation de ces Rencontres et d'en faire une réussite.

Fédération anarchiste
145, rue Amelot, 75011 Paris
relations-internationales@federation-anarchiste.org

Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Jeudi 20 octobre

Chronique hebdo (10 heures) : Abolissons les Privilèges avec Serge Quadruppani, auteur de roman et qui écrit dans Article 11, Siné Hebdo…

De rimes et de notes (12 heures) Valérie Mischler, pour son nouvel album et son spectacle le 1er novembre.

Si vis pacem (18 heures) L'Union Pacifiste fête ses 50 ans.

Vendredi 21 octobre

Les oreilles libres (14 h 30) Barbara Safarova, directrice de l'association ABCD pour la promotion de l'art brut et responsable d'un séminaire consacré à l'art brut au collège international de philosophie.

Sortir du colonialisme (16 heures) La guerre d'Algérie et le révisionnisme colonial, 50 ans après le crime d'État du 17 octobre 1961.

Samedi 22 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Les trente glorieuses et l'émergence du néolibéralisme.

Chronique syndicale (11 h 30) « Le Havre 1922, La grande grève de la métallurgie » (éditions CNT), avec P. Rannou. Lutte et droit social à Pizza Hut.

Chroniques rebelles (13 h 30) Louise Michel au Théâtre

Lundi 24 octobre

Trous noirs (16 heures) Chansons de révolte : Fred Alpi et Joe Hill.

Mardi 25 octobre

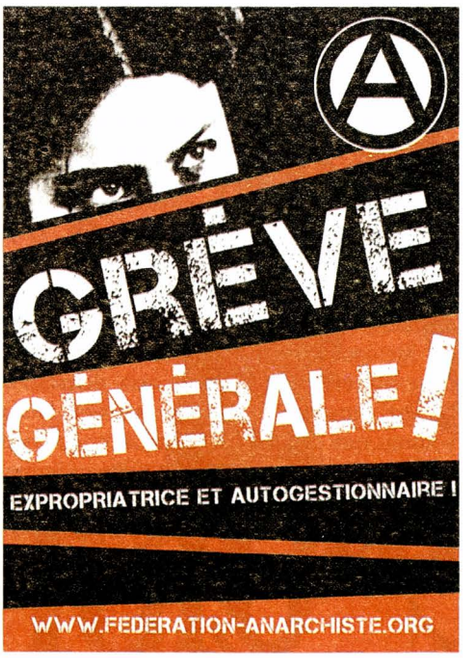
Idéaux et débats (18 heures) Rediffusion : Noëlle Chatelet, « Entretien avec le Marquis de Sade » (Plon) puis « Des amis » de Baek Nam-Ryong (Actes sud).

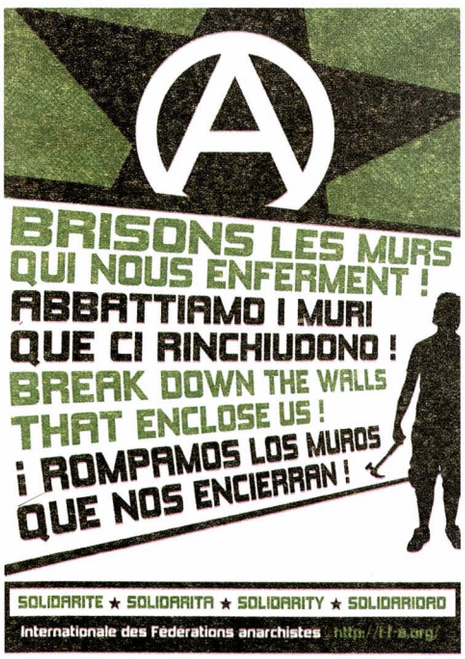
Mercredi 26 octobre

Blues en liberté (10 h 30) Magic Sam.

Femmes libres (18 h 30) Suzy Rojtman du CNDF (Collectif National pour les Droits des Femmes), pour la manifestation nationale contre les violences faites aux femmes le samedi 5 novembre à 14 h 30 à la Bastille.

Traffic (22 h 30) En direct de Campus, pour les 30 ans de Radio Libertaire.





Pour décorer sa rue et son lieu de travail. Toutes ces affiches sont disponibles à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

agenda

Jusqu'au 29 octobre

Paris XIe

19 heures. Proudhon modèle Courbet, une pièce de Jean Pétrement. À l'intérieur du huis clos de l'atelier d'Ornans, Courbet et Proudhon s'affrontent. Durée 1 h 10. À la Folie Théâtre, 6, rue de la Folie-Méricourt. Réservation : 01 43 55 14 80.

Jeudi 20 octobre

Uzès (30)

Jacques Lesage de La Haye (FA) et Philippe Gasser (Union syndicale de la psychiatrie) animeront un débat : « Psychiatrie et Libertés : soins et privations des droits humains : quelles autres alternatives ? ». À 19 heures, à l'ancien hopital, 1, avenue Maréchal-Foch, au rez-de-chaussée. Entrée libre.

Vendredi 21 octobre

St-Martin-en-Vercors (26)

18-20 heures Sortie de l'Utobus, la médiathèque sociale itinérante de La Rue râle. Sur le parking devant la pizzéria. Contact : laruerale@no-log.org

Samedi 22 octobre

Marseille (13)

17 heures. Les anarchistes et la Commune de Paris, causerie animée par Jean-Philippe Crabé. Au local du Cira, 3 rue Saint-Dominique.

Dimanche 23 octobre

Paris XIe

17 heures. Soirée de soutien à la coopérative autogérée Al Sanabel (dans la région d'Hébron en Palestine), avec René Binamé (anarchopunk, Belgique), The Kurws (post punk, Pologne), Première Ligne (hip-hop, Paris). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PafAF : 5 euros.

Lundi 24 octobre

Alès (30)

18 h 30. Jean Philippe Crabé animera une conférence sur son livre *Les anarchistes et la Commune*, à la Bourse du travail, 7, Place G. Dupuis. Organisée par la FA et la CNT-AIT. Entrée libre.

Mardi 25 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : fondements théoriques de l'anarchisme. Quatrième rencontre/débat : De la « plateforme » ou de la « synthèse ». Présentation de Julien Bournique, militant de la Fédération anarchiste. À la Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 4 novembre

St-Jean-en-Royans (26)

21 heures. Dans le cadre des quatrièmes rencontres libertaires, concert de soutien à l'Utobus, la médiathèque sociale itinérante de La Rue râle avec le groupe Barrio Populo (rock festif : une déclaration d'amour à la nature, à la liberté, à une vie révoltée). PAF : 5 euros ou roulez deux dés et payer le prix, entrée gratuite en cas de double. Contact : laruerale@no-log.org

Rouen (76)

20 heures. Les débats du café libertaire : l'anti-électoralisme. On boit un (petit) coup, et on discute… Librairie L'Insoumise.

Samedi 5 novembre

St-Jean-en-Royans (26)

10h-minuit. Dans le cadre des quatrièmes rencontres libertaires, le groupe La Rue râle de la FA vous à invite à Livre en résistance : un salon du livre social. Stands, éditeurs, auteurs (Jean-Pierre Levaray, Lou Marin, Jean Jullien…), cantine autogérée La Marmite midi et soir, spectacle le soir à partir de 21 heures Contact : laruerale@no-log.org

Paris XIVe

9 h 30 à 15 h 00. Colloque annuel de la Société P.-J. Proudhon : Proudhon et l'anarchie. À la Fiap Jean-Monnet, 30, rue Cabanis. Entrée libre et gratuite. Possibilité de repas sur place.

Dimanche 6 novembre

St-Jean-en-Royans (26)

10 heures Dans le cadre des quatrièmes rencontres libertaires, le groupe La rue râle vous convie à un repas en résistance (végétarien/végétalien à prix libre) avec quelques éditeurs, amis et membres de La rue râle. RDV à 10 heures pour aider à la préparation, repas à partir de midi. Contact : laruerale@no-log.org

Vendredi 11 novembre

Gentioux (23)

11 heures. Rassemblement pacifiste et antimilitariste devant le monument aux morts pacifiste avec les speechs des différentes organisations présentes (Libre Pensée, UPF, FA, etc.) Auberge espagnole à partir de midi trente à la salle du Villard. Tables de presse libertaires.

Vendredi 18 novembre

Troyes (10)

20 heures. Conférence de l'UP3 sur le syndicalisme révolutionnaire, avec David Hamelin, directeur de structure associative dans le champ social et médico-social, militant de la CNT. Lieu : Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission, Troyes. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Samedi 26 novembre

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat : « Les jusqu'aux-boutistes de la lutte écolo » de Romain Bolzinger avec Alain Corréa (réseau sortir du nucléaire et stop EPR). À la Librairie l'Insoumise.

La brochure pour fêter les trente ans de Radio libertaire sera bientôt entre vos mains ! Elle sera disponible à la fête des 29 et 30 octobre 2011 à la salle Olympe-de-Gouges (Paris XIe).